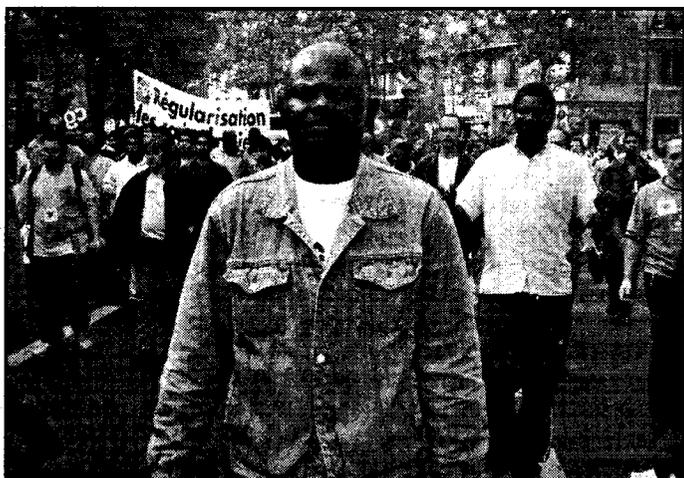


A bas les charters racistes, les licenciements, les attaques contre la Sécu ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste !



Patrick Valasseri



Mehdi Ferrouach/AFP

Manifestation à Marseille en défense des retraites, 10 juin. Romain Binazon, porte-parole des saqs-papiers, a été arrêté le 24 août parce qu'il protestait contre une expulsion à Roissy. Levée immédiate des inculpations contre lui!

Bureaucrates syndicaux, gauche et « extrême gauche » ont trahi les grèves de mai-juin

3 septembre – Le gouvernement Chirac a fait passer en force son projet de démantèlement du système de retraites, malgré les grèves et manifestations qui ont mobilisé des millions de travailleurs pendant des semaines en mai-juin. Les bureaucrates syndicaux ont fait échouer la grève, isolant les militants et séparant les secteurs grévistes les uns des autres, ouvrant ainsi la voie au vote de la « réforme » des retraites. Mais, comme nous l'écrivions dans notre tract du 15 mai au début des grèves, « la classe ouvrière est en train de réduire en miettes l'unité nationale réactionnaire derrière le gouvernement Chirac qui avait été scellée par le PS, le PC et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) la main dans la main avec les bureaucrates syndicaux. Depuis leur vote pour Chirac l'année dernière "contre Le Pen" jusqu'à leurs louanges pour les impérialistes français comme une force "de paix" contre le massacre

colonial de l'impérialisme US en Irak, ces traîtres ont fait tout leur possible pour enchaîner la classe ouvrière à son ennemi de classe » (voir notre précédent numéro du *Bolchévik*). C'est pourquoi, malgré sa victoire contre les travailleurs, le gouvernement est inquiet d'avoir épuisé cette traîtrise « unité nationale » et craint d'avoir beaucoup plus de difficultés pour mener à bien les nouvelles attaques qui s'annoncent. Par exemple il veut démanteler la Sécu alors que tout le pays fulmine contre sa politique d'austérité criminelle dans la santé qui a provoqué officiellement **plus de onze mille morts** pendant la canicule du mois d'août.

Les travailleurs ont subi une défaite mais n'ont pas été définitivement vaincus. Pour repousser les nouvelles attaques qui s'annoncent, la question cruciale est de tirer les leçons de la vague de grèves de mai-juin. De la LCR et ses gros titres « grève générale » chaque semaine dans *Rouge*, aux lambertistes du Parti des Travailleurs (PT) et leur appel aux bureaucraties de la CGT et de Force ouvrière pour une « grève gé-

Suite page 13



Lettre

Vendredi 11 juillet 2003

Camarades,

J'ai été surpris et affligé à la fois de lire dans votre journal: «le Bolchévik» n° 163, printemps 2003, d'habitude si pointu et «infaillible» une dérive grave concernant l'antisémitisme.

En effet vous écrivez dans votre article: «Fac de Saint-Denis: campagne raciste anti-maghrébins, antisémitisme» à la page 23:

«De par les horreurs quotidiennes contre les Palestiniens, l'Etat sioniste crée de nouveaux antisémites tous les jours.»

Comme si les antisémites avaient besoin d'arguments. Vous auriez tout aussi bien pu écrire:

«Les horreurs quotidiennes commises par les gouvernements de Kabila, Obasanje ou Abdoulaye Wade en Afrique ou les potentats arabes créent chaque jour de nouveaux racistes anti-noirs ou anti-arabes.» Ou bien encore:

«Les femmes qui s'habillent en minijupes encouragent les

violeurs et leur donnent des arguments.»

Toutes ces phrases ont la même teneur parce qu'elles rendent les *victimes* du racisme, du sexisme, de l'antisémitisme responsables, directement ou indirectement, de ces phénomènes. Pour nous marxistes-révolutionnaires, l'antisémitisme, le racisme, le sexisme ne sont pas des opinions qui pourraient trouver une quelconque légitimation dans une quelconque pratique des groupes ou personnes concernées, mais une ligne rouge infranchissable.

Notre opposition envers eux est principielle, viscérale, intuitive et elle n'autorise aucune dérive du genre de celle que vous commettez.

Camarades, il est temps de rectifier le tir et de faire une autocritique!

En êtes vous capables?...

Publiez-vous ce texte?

Bien sincèrement! Gabriel L., Munich, Bavière, Allemagne

Réponse du Bolchévik

Campagne « anti-antisémite » et racisme anti-Maghrébins

Gabriel L. nous accuse tout simplement, au milieu de phrases onctueuses sur l'habituelle qualité de notre journal, d'être des antisémites. La «preuve» qu'il avance est déjà la réfutation de cette honteuse calomnie, puisqu'il cite la phrase «De par les horreurs quotidiennes contre les Palestiniens, l'Etat sioniste crée de nouveaux antisémites tous les jours», une phrase extraite de notre article «Fac de Saint-Denis: Campagne raciste anti-Maghrébins, antisémitisme – Administration: bas les pattes devant l'UGET-Paris VIII et les militants pro-palestiniens!» (*le Bolchévik* n° 163, printemps). Cet article défendait un groupe d'étudiants tunisiens contre une chasse aux sorcières raciste de l'Etat bourgeois français.

La phrase incriminée est une simple constatation de fait. L'horrible oppression des Palestiniens aux mains de l'Etat bourgeois sioniste (voir notre article en dernière page) suscite la colère et la haine parmi la population d'origine maghrébine en France, parmi nous trotskystes, parmi tous ceux que révolte l'oppression, mais manifestement pas chez Gabriel L. Comme nous l'expliquions dans notre article, les sionistes et les médias français, qui dénoncent toute protestation contre l'Etat d'Israël comme «antisémite», «contribuent ainsi à l'amalgame entre Juifs et sionistes et alimentent l'antisémitisme parmi ceux qui s'identifient aux Palestiniens et veulent



Manifestation de protestation à Lille en avril 2000 après la mort de Riad Hamlaoui, tué par un flic.

protester contre les tentatives des sionistes de les détruire».

En matière d'amalgame, ce Gabriel L. est apparemment un spécialiste: il fait entrer dans le même sac les assassins qui dirigent l'Etat bourgeois sioniste, les despotes sanglants qui servent de laquais aux impérialistes français, britanniques ou autres en Afrique, ... et les jeunes femmes qui portent des minijupes et se font violer!! Voyez-vous, pour Gabriel L., tout ça c'est des «*victimes* du racisme, du sexisme, de l'antisémitisme»! Nous pensons au contraire qu'en Israël et dans les territoires occupés les victimes ce sont les Palestiniens, pas leurs bourreaux, et c'est pourquoi **nous défendons le peuple palestinien contre la terreur sioniste**. En assimilant le gouvernement sioniste d'Israël aux Juifs victimes de l'antisémitisme, Gabriel L. fait le même amalgame que les antisémites, pour qui tous les Juifs sont des sionistes.

Suite page 24

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez Réalisation: Guillaume José
Directeur de publication: Xavier Benoît Diffusion: Michael O'Connell

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse: BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

L'anarchisme et la guerre impérialiste

L'article suivant est constitué d'extraits d'un article en anglais daté du 8 mars (juste avant le début de la guerre) et paru dans *Spartacist Canada* n°136 (printemps 2003) publié par nos camarades de la Trotskyist League/Ligue trotskyste. Les International Socialists (IS) ont pour camarades en France le groupe Socialisme par en bas qui publie l'Étincelle.

SPARTACIST CANADA 

Pour lutter contre la guerre et les exactions capitalistes, les ouvriers ont besoin d'un parti révolutionnaire, pas d'un ramassis de pseudo-militants de gauche qui les enchaînent à l'ennemi de classe. Comme l'expliquait V.I. Lénine, le dirigeant de la révolution bolchévique de 1917, pendant la Première Guerre mondiale, dans *le Socialisme et la guerre*:

«L'**unité** avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la **scission** du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque **en fait**, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à "sa" bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.»

Lénine insistait qu'une scission décisive avec les opportunistes était la **condition nécessaire** pour que le prolétariat fasse avancer ses propres intérêts de classe et lutte pour son propre pouvoir de classe.

Les organisateurs «socialistes» des coalitions antiguerre d'aujourd'hui, et notamment International Socialists, sont précisément à la recherche du genre d'«unité» que Lénine condamnait si nettement. Ils font tout un plat de la réputation «antiguerre» du New Democratic Party [NDP – Nouveau Parti démocrate, social-démocrate] et dissimulent ses crimes, offrent une tribune aux apparatchiks du NDP comme Layton, McDonough et Svend Robinson. La perspective des IS, loin de la lutte prolétarienne contre les différentes classes capitalistes nationales, c'est que les dirigeants du Canada et de l'Europe de l'Ouest tiennent tête aux Etats-Unis.

A la gauche des groupes loyaux au NDP comme les IS, on trouve une série d'organisations anarchistes et d'«action directe». Un tract récent d'Anti-Authoritarian Anti-War Toronto [Antiguerre anti-autoritaire de Toronto], intitulé «Lutte de classe contre la machine de travail/guerre!», attaque violemment les coalitions antiguerre locales CSW/TCASWI, dans lesquelles les IS jouent un rôle dirigeant:

«Loin de s'opposer aux structures politiques, sociales et économiques qui créent la guerre (c'est-à-dire au capitalisme), TCASWI défend la position réactionnaire/pacifiste que la société capitaliste peut exister sans guerre, en d'autres termes, avec la paix capitaliste [...].

«Le rôle de CSW/TCASWI a été de pacifier et de paralyser



Spartacist Canada

Cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation du 15 février à Vancouver. La banderole dit «Pour une lutte de classe contre les dirigeants capitalistes US et canadiens! Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste! A bas l'embargo de famine de l'ONU!»

une opposition ouvrière autonome en la canalisant dans une activité qui légitime l'existence du capital, de l'Etat et par conséquent de la guerre.»

Tout cela est vrai. Pourtant ce même tract dénonce l'appel de la Ligue trotskyste à défendre militairement l'Irak sans donner aucun soutien politique au régime odieux de Saddam Hussein. «Quelle est la différence entre "défense militaire" et "soutien politique"?, demande le tract, avant de poursuivre:

«Bien sûr, il n'y en a aucune [...]. Si la guerre est la politique par d'autres moyens, alors la "défense militaire" n'est rien d'autre qu'un "soutien politique" par d'autres moyens. La théorie défensiste "de gauche" n'est rien d'autre qu'un appel à peine voilé à soutenir une machine de guerre capitaliste qui tue des ouvriers.»

La distinction entre défense militaire et soutien politique – qu'il s'agisse d'une organisation ouvrière dans le collimateur des capitalistes, ou de peuples et de pays entiers piétinés par l'impérialisme – est cruciale pour faire avancer les intérêts du prolétariat et des opprimés. C'est ainsi que nous sommes du côté de l'Ontario Coalition Against Poverty (OCAP – Coalition Ontario contre la pauvreté) contre les attaques odieuses de l'Etat malgré nos désaccords politiques. Nous défendons les syndicats ouvriers et les piquets de grève contre les attaques des briseurs de grève, du patron et de l'Etat, tout en luttant



Les anarchistes français de la CNT ont, comme les anarchistes canadiens, refusé de défendre l'Irak néocolonial contre l'impérialisme, mettant « Saddam » et l'« oncle Sam » sur le même plan.

politiquement contre les dirigeants syndicaux procapitalistes traîtres. La raison est simple: une défaite pour l'OCAP, ou la répression contre un syndicat, c'est une attaque contre tous ceux qui veulent défier les dirigeants capitalistes, tandis que leurs victoires feront avancer la lutte de classe.

De la même manière, si l'Irak néocolonial est écrasé par les Etats-Unis et leurs alliés, cela renforcera les impérialistes et les enhardira un peu plus à se lancer dans de nouvelles agressions et conquêtes sanglantes. C'est pourquoi ce serait un coup terrible pour les luttes des travailleurs d'Irak et de tout le monde néocolonial contre les ravages de l'impérialisme et contre leurs dirigeants capitalistes locaux, qui sont liés et subordonnés aux impérialistes.

Tirer un trait d'égalité, comme le font les anarchistes, entre la défense militaire d'un pays néocolonial faible et le soutien politique à ses dirigeants, c'est faire écho au mensonge des impérialistes comme quoi s'opposer à leur guerre signifie soutenir Saddam Hussein. Nous sommes avec le peuple irakien contre ses dirigeants sanguinaires qui, avec la complicité de Washington, ont massacré les communistes irakiens et mené une effroyable guerre de terreur contre le peuple kurde opprimé. De fait, jusqu'à ce que Saddam Hussein envahisse le Koweït en 1990, les impérialistes restaient silencieux sur ses nombreux crimes. Un parti révolution-

naire en Irak ferait de l'agitation pour une guerre révolutionnaire pour défendre le pays contre l'impérialisme. Il chercherait à fournir une direction à la résistance du peuple irakien contre la classe dirigeante irakienne tout entière, qu'il s'agisse des baasistes au pouvoir ou du gang d'exilés qu'entretient la CIA.

Le tract anarchiste se termine par le mot d'ordre « Pas de guerre entre les nations! Pas de paix entre les classes! », qui est aussi celui de la North Eastern Federation of Anarcho-Communists (NEFAC – Fédération anarcho-communiste du Nord-Est) à Montréal et au Québec. Ca peut sembler radical, mais c'est une justification pour le neutralisme et un aveu d'impuissance face au carnage impérialiste. La logique en est au bout du compte chauvine. Toutes les nations ne sont pas égales. Certaines portent la botte impérialiste; d'autres, assujetties par l'impérialisme, sont piétinées par elle. Ces anarchistes auraient-ils été neutres dans les conflits entre l'Empire britannique et sa colonie indienne? Entre les sanguinaires impérialistes français et l'Algérie?

Et *quid* de la lutte des Palestiniens contre la terreur d'Etat sioniste, sur laquelle leur déclaration ne dit mot? Certains éléments de la NEFAC, qui déclarent que « l'anarchisme crache sur tous les nationalismes », dénoncent l'appel à défendre les Palestiniens et sont contre la lutte élémentaire pour leur autodétermination (voir Ryan McCarthy, « Les anarchistes et la Palestine: lutte de classe ou front populaire? », A-Infos News Service). Cette déclaration cite les trahisons bien réelles de la direction nationaliste de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour justifier son refus de prendre fait et cause pour les Palestiniens opprimés contre leurs oppresseurs. Donc ceux qui pourraient avoir de meilleures impulsions que de gober le nationalisme bourgeois arabe se retrouvent sur le bas-côté au moment même où la survie du peuple palestinien est en jeu, alors que les assassins sionistes s'approprient à utiliser le début imminent de la guerre américaine en Irak comme le signal pour chasser les masses palestiniennes opprimées hors du « grand Israël ».

Nous, trotskystes, défendons militairement le peuple palestinien contre la terreur sioniste, sans faire politiquement aucun quartier aux régimes arabes bourgeois, aux nationalistes laïques de l'OLP ou aux intégristes islamiques qui sont passés au premier plan au fur et à mesure que la banqueroute de l'OLP était démontrée. Dans les manifestations anti-guerre, la Ligue trotskyste a fièrement brandi notre banderole qui proclamait: *Défense du peuple palestinien! Non à l'intervention des USA, du Canada et de l'ONU! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!*

La révolution espagnole des années 1930 illustre puissamment la banqueroute politique de l'anarchisme, s'agissant à la fois de la distinction entre soutien militaire et politique et de la défense des peuples opprimés par l'impérialisme. Les trotskystes avaient rejoint les forces républicaines pour combattre les réactionnaires franquistes, sans donner aucun soutien au gouvernement capitaliste « démocratique ». D'un bout à l'autre, les trotskystes ont combattu pour la mobilisation *indépendante* du prolétariat qui était nécessaire pour le programme de la révolution socialiste contre la bourgeoisie espagnole. A l'inverse, les dirigeants trompeurs de la classe ouvrière – dont la grande et influente organisation anarchiste qu'était la CNT/FAI – ont subordonné politiquement les ouvriers aux forces capitalistes républicaines. Fin 1936, les dirigeants de la CNT ont commis une *trahison de classe* en entrant dans le gouvernement capitaliste. Refusant de

Suite page 25

Marxisme — contre — Anarchisme

De 1848 à la
Révolution bolchévique

Collection
d'articles du
Bolchévik
consacrés à
l'anarchisme

3 €
(7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignment de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Commande : L.B., BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Irak

La libération des femmes et la lutte contre l'asservissement impérialiste

Nous reproduisons ci-après le texte, revu pour publication, d'une présentation de notre camarade Myriam Morin lors de la journée d'études de la LTF le 14 juin dernier à Paris. Cette présentation est adaptée de Workers Vanguard n° 802, 25 avril.

Femmes et Révolution

Les manifestations et les grèves de ces dernières semaines montrent clairement que la classe ouvrière a réduit en miettes l'unité nationale réactionnaire derrière le gouvernement Chirac. Mais pourquoi cette même bataille n'a pas eu lieu pendant la guerre des impérialistes contre l'Irak? La raison est la suivante: pendant cette guerre, les organisations du mouvement ouvrier, le PS, le PC, la LCR, qui avaient appelé à voter pour Chirac il y a un peu plus d'un an, ont tout fait pour enchaîner la classe ouvrière à son ennemi de classe en présentant Chirac et l'impérialisme français comme voulant la «paix», et en appelant Chirac à utiliser son droit de veto à l'ONU, cette caverne des brigands impérialistes, pour arrêter la guerre. Du «barrage contre Le Pen» au «barrage contre Bush» et pour la paix il n'y avait qu'un pas, que tout ce petit monde a allégrement franchi. Ceci a renforcé l'Etat bourgeois qui a lancé un assaut meurtrier en Côte d'Ivoire, et aujourd'hui au Congo [démocratique]. Cette unité nationale était aussi utilisée contre les immigrés avec des charters d'expulsions, et maintenant il y a les attaques contre les retraites. Quant à LO qui s'était démarquée du marais en refusant de voter pour Chirac, elle n'a jamais défendu l'Irak

contre l'attaque impérialiste.

Dès le début de la guerre, nous, la Ligue communiste internationale, avons clairement choisi notre camp. Nous étions pour la défense militaire de l'Irak contre l'attaque impérialiste, sans donner aucun soutien politique au régime de Saddam Hussein. Saddam était l'opresseur sanguinaire des travailleurs et des militants de gauche irakiens, des musulmans chiites et du peuple kurde. Le régime de son parti Baas défendait les rapports sociaux existant en Irak, et perpétuait l'asservissement des femmes. Et comme, militairement parlant, le poids des impérialistes était sans commune mesure avec le régime irakien, nous avons insisté que la défense de l'Irak passe par la lutte de la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes, et notamment aux Etats-Unis mêmes.

Aujourd'hui, l'Irak est sous l'occupation coloniale impérialiste depuis presque deux mois. Et la même question est posée: la lutte contre l'occupation coloniale de l'Irak passe par la lutte de classe dans les pays impérialistes. Et ceci n'est pas un vœu pieux: par exemple, pendant la guerre, les dockers et cheminots en Italie ont bloqué les armes à destination des bases américaines et de l'OTAN. Chaque grève, chaque mobilisation ouvrière contre la guerre, chaque manifestation de masse contre les attaques visant les travailleurs et les minorités, chaque lutte contre la répression intérieure auraient pu bloquer les rouages de la course à la guerre des impérialistes.

Pour assurer leur occupation coloniale, les impérialistes ont délibérément déclenché des guerres inter-ethniques et des conflits religieux, poussant les Kurdes contre les Arabes, et les chiites contre les sunnites. Et ce n'est qu'une petite partie



A gauche, une femme médecin dans un hôpital irakien. L'occupation impérialiste de l'Irak renforce les forces réactionnaires islamistes anti-femmes. A droite, enterrement de l'ayatollah chiite Hakim fin août.



de ce qui se passe dans un pays sous domination coloniale. Demandez à ceux qui ont été ou qui sont encore sous la domination coloniale ce que cela veut dire : misère, humiliation, injures, attaques physiques, tortures, déportations etc. sont le lot de ces peuples. Demandez ce que cela veut dire aux Algériens et aux Indochinois sous la domination coloniale française, qui se sont courageusement battus et qui ont donné à l'impérialisme français une raclée qu'il n'est pas près d'oublier. Demandez aux Indiens et aux Pakistanais sous la domination de l'impérialisme britannique ce que veut dire le colonialisme. Non ! l'impérialisme « à visage humain » n'existe pas. C'est un système qui engendre l'exploitation, la terreur raciste, le chômage, la misère et la guerre. Il faut le renverser par la révolution prolétarienne.

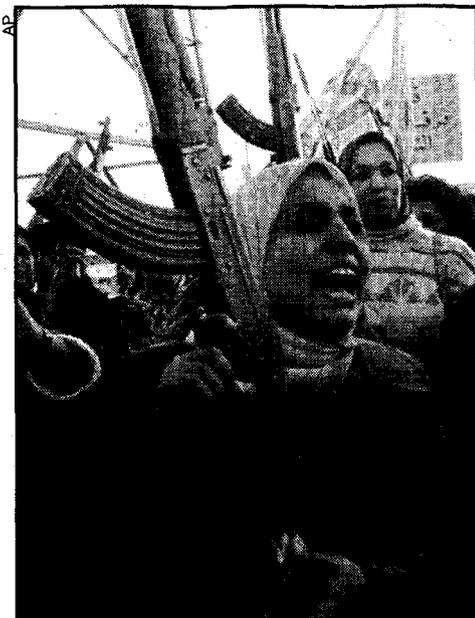
En 2003, les femmes d'Irak sont l'illustration du statut de la majorité des femmes dans le monde, coincées entre la domination de l'impérialisme et l'oppression des traditions anciennes étouffantes comme le voile, reliques d'une époque plus arriérée. Depuis 12 ans, l'impérialisme américain et les autres, notamment l'impérialisme français ont imposé à l'Irak, derrière la feuille de vigne de l'ONU, la mort et la maladie au moyen d'un blocus de famine. Sur un total de 23 ou 24 millions d'habitants, un million et demi d'Irakiens sont déjà morts du fait des sanctions – famine et manque de médicaments. Avec le blocus et les bombardements, l'infrastructure économique du pays a été endommagée ou détruite, notamment les centrales électriques, les usines d'épuration et de traitement de l'eau, les usines agro-alimentaires, les systèmes d'irrigation, les usines de produits pharmaceutiques et les hôpitaux. Et les femmes irakiennes ont eu plus que leur part de ces souffrances. La vendetta impérialiste contre l'Irak a rejeté ce pays en arrière, ressuscitant et renforçant des pratiques conservatrices et patriarcales qui oppriment les femmes.

L'histoire du Proche-Orient montre, encore et toujours, la banqueroute des projets basés sur les réformes, les accords avec les impérialistes ou sur les illusions dans la capacité de la bourgeoisie nationaliste arabe prétendument « progressiste » à rompre les chaînes de l'impérialisme. L'idée que la classe ouvrière et les opprimés pourraient obtenir des acquis en faisant pression sur la classe dominante pour qu'elle fasse des réformes, ou en se joignant à elle pour administrer son Etat, a conduit à une succession de défaites sanglantes. Les impérialistes et les nationalistes bourgeois sont totalement hostiles à l'émancipation des femmes, qui ne peut se réaliser qu'avec une révolution socialiste qui bouleverse de fond en comble les rapports de propriété capitalistes et toutes les institutions sociales qui leur sont associées.

La guerre contre l'Irak est la forme du « nouvel ordre mondial » qui a émergé après la disparition de l'Union soviétique en 1991-1992. Cette contre-révolution, qui a restauré le système de profit capitaliste, a été une immense défaite pour la classe ouvrière mondiale, défaite qui a marqué la période que nous avons vécue jusqu'ici. En 1917, la révolution d'Octobre, la première révolution ouvrière victorieuse, et à ce jour la seule, avait marqué la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. C'était un phare d'espoir pour des millions d'opprimés et d'exploités.

Dès leur accession au pouvoir comme direction de la classe ouvrière, les bolchéviks proclamèrent qu'ils avaient pour but l'émancipation politique et sociale complète des femmes. Dans la mesure de leurs possibilités, les bolchéviks prirent des mesures concrètes pour rendre cela possible, comme des crèches et des cantines. Des activistes du bureau bolchévique des affaires féminines se couvrirent du voile

Des femmes irakiennes manifestent à Bagdad en janvier dernier contre l'attaque américaine qui se préparait.



pour travailler parmi les femmes opprimées de l'Orient musulman dans l'Asie centrale soviétique.

Malgré sa dégénérescence stalinienne, à partir de 1924, l'Union soviétique représentait la base industrielle et militaire pour tous les Etats qui ont renversé la domination capitaliste, du Vietnam à Cuba. Aujourd'hui, sans la puissance militaire soviétique pour le tenir en respect, l'impérialisme US étend sa présence militaire sur tous les continents.

Pour en finir une bonne fois pour toutes avec la guerre impérialiste, le système capitaliste qui engendre la guerre doit être balayé par une série de révolutions ouvrières. Nous devons mettre en place une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, une économie dans laquelle toute la richesse et toute la technologie des centres impérialistes pourront être déployées pour éradiquer la pauvreté du tiers-monde.

Les femmes et la religion

En Irak, beaucoup de femmes, notamment dans les régions rurales, vivent sous l'oppression épouvantable d'une société arriérée et traditionaliste. Elles subissent des pratiques tribales comme les mariages forcés et arrangés, la polygamie, le système du « prix de l'épousée » dans lequel femmes et filles sont achetées et vendues, et l'*abaya*, forme irakienne du *hidjeb*, un voile noir qui vous couvre des pieds à la tête. Mais l'Irak n'est pas l'Afghanistan. A côté de ces « traditions » anciennes existent une industrie pétrolière moderne et une classe ouvrière puissante, avec une histoire de lutte révolutionnaire. Et, ce qui n'est pas une coïncidence, au cours des 30 dernières années beaucoup de femmes, dans les villes, ont conquis une éducation, accédé à des emplois qualifiés, et ont bénéficié de ce qui était le meilleur système médical du Proche-Orient.

A quoi est dû le statut plus favorable des femmes en Irak, comparativement à la plupart des autres pays du Proche-Orient ? Est-ce parce que l'islam a moins d'emprise sur la population ? En fait, les libéraux et les nationalistes présentent souvent l'Irak comme un Etat laïque. Eh bien, c'est une mauvaise manière de poser la question. Dans toute société, le rapport entre les classes est le point de départ pour comprendre ce qui se passe. Nous marxistes considérons que l'institution de la famille est la principale source de l'oppression des femmes dans les sociétés de classes, et nous savons que la

famille, en tant qu'institution, fonctionne dans une société donnée conformément aux besoins de la classe dirigeante.

La religion institutionnalisée joue un rôle crucial pour renforcer cette oppression, mais n'en est pas l'origine. L'islam n'est pas différent du christianisme ou de toutes les autres religions – elles renforcent toutes la famille, l'autorité et les codes sexuels et moraux particuliers de leurs sociétés respectives. L'islam n'a assurément pas le monopole de la barbarie et des préjugés anti-femmes pour la gloire de dieu. Juste un seul exemple édifiant dans les nouvelles de ces derniers jours : au Nicaragua, une petite fille de neuf ans s'est retrouvée enceinte suite à un viol. Ses parents ont cherché à obtenir qu'elle puisse avorter – et ça a été un vrai chemin de croix. L'Eglise catholique a maintenant lancé une croisade contre l'avortement dans toute l'Amérique centrale pour empêcher que de pareilles choses se reproduisent.

On peut évoquer la grande civilisation musulmane des VIII^e et IX^e siècles, quand Bagdad était le Paris du monde et que l'Europe traversait les âges sombres. Ils nous ont donné l'algèbre, les chiffres arabes et beaucoup d'inventions cruciales. Mais savez-vous quel fut le rôle de la couronne espagnole et de l'Inquisition dans la destruction de la civilisation andalouse du sud de l'Espagne à la fin du Moyen-Age? Non seulement ils massacrèrent des musulmans et des Juifs de toutes classes, mais ils brûlèrent des milliers et des milliers de livres de mathématiques, d'astronomie, de médecine, de poésie. Les chrétiens détruisirent aussi des bains publics; parce que prendre un bain était considéré comme un signe de foi musulmane. Seuls les hérétiques prenaient des bains. Maintenant vous savez pourquoi la reine espagnole Isabelle ne se lavait jamais.

Les soldats espagnols devinrent ensuite les conquistadors qui commencèrent le génocide des peuples indigènes du nouveau monde. (Les musulmans et les Juifs furent chassés d'Andalousie l'année même où Colomb découvrit l'Amérique.) Le christianisme dut toutefois s'adapter à l'avènement du capitalisme en Europe et au développement d'une société industrielle moderne – la cause fondamentale de la Réforme protestante et du desserrement de l'emprise de l'Eglise catholique sur une grande partie de l'Europe. Son idéologie est par conséquent devenue plus accommodante avec les rapports sociaux capitalistes, par opposition aux rapports sociaux pré-féodaux ou médiévaux.

Dans la société précapitaliste où l'islam s'est initialement développé (l'Arabie du VII^e siècle), il y avait une relation stratégique entre l'institution de la famille, la soumission des femmes, la production agricole primitive, l'élevage, les droits à la terre et à l'eau. Les femmes étaient les moyens d'échange des pères, via le prix de l'épousée, et constituaient le cheptel de leur mari. La famille polygame devint le mécanisme par lequel étaient organisés la propriété et l'héritage. Pour que l'héritage signifie quelque chose, bien sûr, le chef devait pouvoir être sûr que son enfant était bien le sien. La soumission des femmes par la polygamie, le prix de l'épousée, le voile – ce ne sont pas de «mauvaises idées» élaborées par des hommes autoritaires, ni même le résultat de l'idéologie religieuse, mais un moyen de faire respecter les droits de propriété dans une société rurale très arriérée. Aussi longtemps que perduraient pauvreté et arriération, le statut des femmes ne devait pas s'améliorer.

L'Irak: développement inégal et combiné

A vrai dire, l'Irak du XX^e siècle a eu plutôt tendance à empirer, notamment après que les forces britanniques aient

pris le contrôle du pays à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les anciens rapports sociaux tribaux, qui s'étaient érodés parallèlement au mode de vie nomade, furent remplacés par un quasi-servage. Les terres communes tribales devinrent les fiefs privés de cheikhs devenus propriétaires terriens. Les anciens guerriers nomades furent soumis au travail forcé sur la terre du cheikh. Les paysannes, dans certaines régions, étaient traitées à peu près comme du bétail: elles pouvaient être échangées dans le cadre du *fasl*, une manière de régler un conflit tribal en donnant une petite fille ou une femme au lieu de faire couler le sang. Ce n'est qu'un exemple du statut subordonné des femmes. S'appuyant sur les cheikhs et les propriétaires terriens, la politique britannique renforça ces coutumes oppressives et chercha à freiner et renverser l'érosion des tribus. Par exemple, les Britanniques instituèrent en Irak deux systèmes légaux séparés: un pour les campagnes, basé sur la loi tribale et un autre pour les villes (voir Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq* [Les anciennes classes sociales et les mouvements révolutionnaires d'Irak], 1978).



Getty

Le développement de l'industrie pétrolière a créé un puissant prolétariat.

C'est un exemple clair de l'affirmation marxiste comme quoi l'impérialisme s'allie avec des forces sociales et politiques arriérées pour renforcer son pouvoir.

La propriété de la terre fut concentrée dans les mains de quelques familles. Des paysans désespérés, qui ne pouvaient subsister sur leurs petits lopins de terre aride, affluèrent dans les bidonvilles entourant Bagdad, où ils vivaient dans des huttes de terre à une seule pièce, les *sarifas*. Des réformes agraires limitées, engagées en 1958, démantelèrent la plus grande partie des grandes propriétés foncières possédées par les cheikhs et les marchands; cependant, les paysans, incapables de supporter le coût des techniques agricoles modernes, restèrent aussi pauvres qu'auparavant.

Mais à côté de cette pauvreté rurale se développait une industrie moderne – le pétrole. La production pétrolière passa de 4,6 millions de tonnes en 1946 à 35,8 millions de tonnes en 1958. Cependant, les immenses profits du pétrole allaient à l'Iraq Petroleum Company contrôlée par les Britanniques – directement dans les poches des impérialistes. En 1972, le régime irakien nationalisa l'industrie pétrolière, apportant d'immenses richesses au pays et lui permettant de s'engager dans une industrialisation rapide et la construction d'une infrastructure moderne (voir Marion Farouk-Sluglett et Peter

Suite page 19

Bill Logan : de Krafft-Ebing à mère Teresa ?

La BT : des renégats qui offrent leur services

Nous reproduisons ci-dessous un article traduit et adapté de *Workers Vanguard* (n° 807, 1^{er} août), le journal de nos camarades américains. Nous renvoyons également à *Workers Vanguard* n° 808 (29 août) pour en savoir plus sur la BT.

* * *

Ces derniers temps nous subissons les attaques d'une campagne de calomnies cherchant à nous faire passer pour des «chauvins» de la part d'une bande de groupuscules soi-disant d'extrême gauche aussi disparates qu'ils sont minuscules. Aux Etats-Unis, la League for a Revolutionary Party (LRP – Ligue pour un parti révolutionnaire) affirme que nous sommes «sionistes» parce que notre défense sans ambages du peuple palestinien contre le gouvernement sioniste génocidaire n'implique pas l'élimination du peuple de langue hébraïque. Et puis il y a l'Internationalist Group (IG) qui prétend que nous capitulons au social-chauvinisme parce que nous n'avons pas peur de parler ouvertement de la conscience arriérée chez certains ouvriers et opprimés (voir l'article «Cynics and Demagogues: An IG provocation» [Cyniques et démagogues: une provocation de l'IG] de notre journal américain *Workers Vanguard*, n° 789, 18 octobre 2002). En même temps, l'IG mène une campagne internationale en défense de son *lider minimo* Negrete en nous accusant à tort de l'avoir traité d'agent provocateur, c'est-à-dire de flic. Pourquoi? Parce que nous avons eu l'audace de faire remarquer que lorsqu'ils nous traitent de racistes, il s'agit en fait d'une manœuvre pour attirer sur notre organisation des provocations et même davantage.

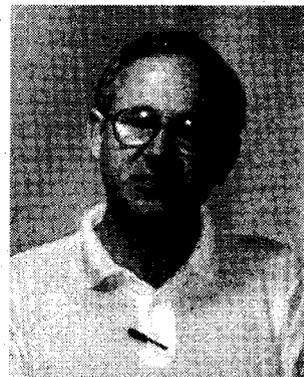
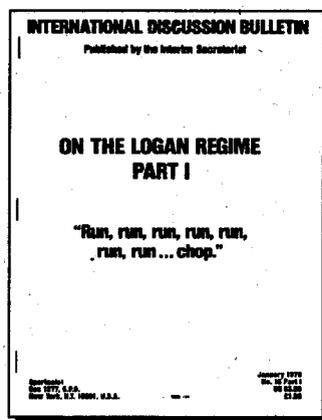
Maintenant c'est un autre groupuscule qui rejoint la bande de calomniateurs pour nous traiter de «chauvins», un groupuscule qui a ses problèmes pathologiques propres: l'International Bolshevik Tendency (IBT ou BT). Ils ont offert leurs services au SWP britannique à sa dernière conférence «Marxism» à Londres [juillet] en arrivant avec un tract qui calomniait Jim Robertson, un des dirigeants fondateurs de notre tendance internationale. Ce tract l'accusait carrément de «chauvinisme vulgaire», et d'être un Américain dont le soi-disant «chauvinisme suffisant de grande puissance» serait dirigé contre les peuples du Moyen-Orient et en particulier les Kurdes. La BT accuse calomnieusement Robertson d'avoir traité les Kurdes de «crottes» [*turds* en anglais].

Il faut bien dire que les calomnies contre les dirigeants communistes sont chose courante de la part des ennemis du marxisme (Marx fut accusé d'être «chauvin», Lénine d'être un «agent du Kaiser», Trotsky d'être un «tueur sadique», Cannon d'être une «tête brûlée», etc.). Ce ne sont pas des attaques «personnelles»; leur objectif est de nuire à l'existence même du mouvement marxiste et elles ont toujours été considérées comme telles – à juste titre.

Le rôle que la BT a joué à «Marxism» en est précisément une preuve. Le SWP cherche à protéger la «réputation» de l'impérialisme britannique (et surtout de ses «honorables» représentants du Parti travailliste) en dénonçant la «guerre de Bush» contre l'Irak. Le tract de la BT était une invitation au service d'ordre et aux censeurs du SWP à nous attaquer. Ceux-ci entourèrent notre table de presse, essayant d'empêcher nos camarades de vendre notre presse et menaçant de «nous régler

notre compte» si nous osions aller à un de leurs forums soi-disant «publics». Et ils ont tenu leurs promesses. Certains de nos camarades à qui le SWP avait donné la parole par inadvertance, se sont fait déchirer leur billet d'entrée tandis que d'autres n'ont même pas pu entrer du tout.

Quand des milliers de personnes descendaient dans la rue pour protester contre les plans de guerre contre l'Irak, les sections de la LCI ont construit des cortèges révolutionnaires internationalistes appelant à la défense militaire de l'Irak et à mobiliser les ouvriers pour qu'ils luttent contre leurs «propres» gouvernements capitalistes. Ce pour quoi nous avons lutté dans le mouvement antiguerre n'a pas beaucoup plu aux réformistes qui cherchaient à faire croire aux gens



crédit
Bill Logan

qu'on pouvait arrêter la guerre en construisant le mouvement le plus massif possible, en s'alliant en particulier à des représentants et des institutions de ce système impérialiste qui est justement celui qui engendre la guerre. En février dernier, deux jeunes camarades femmes ont pris la parole, lors d'un meeting antiguerre à Londres, pour faire remarquer que s'opposer à la guerre contre l'Irak voulait dire s'opposer au gouvernement travailliste qui la préparait. Chris Bamberry, un des pontes du SWP, déclara alors que quiconque ne soutenait pas politiquement la coalition «Stop the War» [Arrêtez la guerre] «méritait une balle dans la tête». Comme l'a déclaré notre section britannique, la Spartacist League/Britain, dans son tract de protestation (*Workers Vanguard* n° 799, 14 mars):

«C'est là le vrai visage de la coalition pour "donner une chance à la paix" que le SWP construit: faire taire les rouges pour que les ouvriers et les jeunes se laissent dévorer comme des agneaux par les loups du Parti travailliste qui est en train de faire la guerre à l'Irak et à la classe ouvrière dans notre propre pays!»

Il y a quelques années nous avons déjà dû faire face à un mélange pourri de groupuscules minables qui nous accusaient de «racisme» parce que nous reconnaissons l'existence de haines racistes et ethniques et que nous les combattons franchement. Comme nous l'avons écrit dans notre réponse «Hate the Truth, Hate the Spartacist League: New Left Moralistic Big Lie Campaign» [Haine de la vérité, haine de la Spartacist League: la campagne de mensonges

Déclaration du comité de rédaction de *Workers Vanguard*

En publiant l'échange avec l'International Bolshevik Tendency (BT - Tendence bolchévique internationale) dans *Workers Vanguard* n° 806 (4 juillet), le rédacteur en chef et les autres camarades principalement responsables de la production du journal n'ont pas mis au courant le camarade James Robertson de la diffamation grossière et mensongère contenue dans le «P.S.» d'une lettre de la BT traitant en apparence des Kurdes, qui l'accusait d'être un «chauvin». Au lieu de cela, nous avons unilatéralement décidé de couper le «P.S.». Le 4 juillet, la BT est réapparue avec le «P.S.» sous la forme d'un tract lors de «Marxism», la série de réunions/débats organisée par le Socialist Workers Party [l'organisation britannique soeur de Socialisme par en bas] à Londres. Le tract disait de façon sarcastique que *Workers Vanguard* «accepte implicitement» leurs ignobles accusations. Non, nous ne les acceptons pas! Nous avons coupé le «P.S.» parce que c'était un mensonge méprisable, mais ce faisant, nous sommes tombés dans le piège de la BT et avons laissé supposer, avec notre silence évasif, que nous étions coupables. Ce qu'il y avait derrière cela, c'était une conception apathique de la politique qui prenait pour argent comptant le laïus de la BT sur les Kurdes, qui n'était en fait que l'emballage d'une pilule empoisonnée.

Le tract de la BT du 4 juillet prouve que leur «P.S.» provocateur était la raison d'être de toute leur lettre. Nous aurions dû le savoir. La BT n'a pas le moindre intérêt pour les Kurdes ni pour aucun autre peuple opprimé. Depuis qu'elle existe, la BT est une organisation douteuse qu'anime une obsession hostile envers la Spartacist League et son co-dirigeant fondateur Jim Robertson en particulier.

Les calomnies contre les dirigeants du mouvement communiste ne sont pas chose nouvelle. Elles constituent

le fond de commerce des opposants au marxisme révolutionnaire dans le but d'exposer des organisations entières aux attaques hostiles et à la répression de l'Etat. Voici la méthode: tuer l'organisation en tranchant sa tête.

Le comité de rédaction a agi en faisant fi des normes du centralisme démocratique avec lesquelles fonctionnent la Spartacist League et la Ligue communiste internationale. Le camarade Robertson est membre du comité de rédaction et président de la Spartacist League, et la calomnie de la BT le visait personnellement. Cependant, il n'a jamais reçu une copie de la lettre de la BT avec son «P.S.». Au-delà de sa stupidité, de son arrogance et de son manque d'égards vis-à-vis d'un camarade, cette rupture de collaboration était une attaque contre notre propre continuité révolutionnaire. La Spartacist League est, et a été depuis qu'elle existe, une organisation qui dit ce qui est, sans s'incliner devant les sensibilités petites-bourgeoises. Les agissements du comité de rédaction auraient pu être empruntés aux pratiques du centrisme, c'est-à-dire une divergence entre ce que nous défendons en paroles et ce que nous faisons.

Notre Déclaration de principes, adoptée à la conférence de fondation de la Spartacist League/U.S., cite l'injonction de Trotsky: «Regarder la réalité en face; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur nom; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes; baser son programme sur la logique de la lutte de classe; oser, quand vient l'heure de l'action: telles sont les règles de la IV^e Internationale.» En accord avec cet objectif, nous reconnaissons publiquement le mauvais service que nous avons rendu à notre parti, au camarade Robertson et à nos lecteurs. ■

des moralistes de la Nouvelle Gauche] (*Workers Vanguard* n° 217, 20 octobre 1978):

«Accuser quelqu'un de racisme (ou d'être un flic) est la boue la plus sale dont on puisse couvrir quelqu'un. Dans cette société raciste, lorsqu'on est accusé d'une telle chose on est présumé coupable jusqu'à ce qu'on ait prouvé son innocence. Si on répond, on laisse à penser que cela veut dire que les soupçons sont largement répandus et peut-être justifiés. Si on se tait, c'est considéré comme une preuve de culpabilité.»

En tant que marxistes nous ne flattons les vanités ou le chauvinisme d'*aucun* peuple. Nous nous battons pour l'émancipation socialiste du prolétariat et la libération de tous les opprimés. Cela agace beaucoup ceux qu'anime non pas le marxisme mais le moralisme libéral et le nationalisme «tiers-mondiste» par procuration. (Ce n'est toutefois pas ce qui anime la BT, qui n'a en fait que mépris pour les luttes contre l'oppression raciale, nationale et ethnique, mais nous parlerons de cela plus tard.) Mais leurs mensonges sur nous sont au service d'organisations réformistes plus grosses et vraiment social-chauvines qui veulent notre peau *parce que* nous nous battons pour une opposition prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire aux impérialistes et aux déprédations brutales qu'ils commettent, avec l'aide de leurs larbins néocoloniaux, contre les peuples opprimés dans le monde.

La défense des Palestiniens contre la guerre génocidaire que le gouvernement sioniste d'Israël mène contre eux a été centrale dans notre travail de mobilisation pour nos cortèges révolutionnaires. Elle contrastait fort avec le pacifisme et même carrément le social-patriotisme que refourguait le reste de la soi-disant gauche qui en général ne soufflait mot des Palestiniens pour préserver leur «unité» avec tout le monde, des politiciens pro-sionistes du Parti démocrate aux Etats-Unis aux pacifistes bourgeois qui ont horreur de toute «violence», surtout quand il s'agit de celle des opprimés contre leurs oppresseurs. En même temps que des groupes soi-disant «d'extrême gauche» nous accusent d'être des sionistes, nos camarades en Allemagne se font attaquer physiquement par les soi-disant «anti-nationaux» – en fait des larbins pro-sionistes au compte de l'impérialisme allemand – parce que nous défendons les Palestiniens.

La pathologie des renégats

Le tract de la BT intitulé «Le «chauvinisme vulgaire» de Robertson» mentionne un post-scriptum dans une lettre que la BT avait écrite à *Workers Vanguard* pour se plaindre parce que nous avions démasqué leur position chauvine vis-à-vis de l'indépendance du peuple kurde. Ce post-scriptum fait référence à un exposé fait par Jim Robertson le 15 octobre 1978, au comité local de la Spartacist League/U.S. à New

York. Le sujet en était la bataille pour chasser Bill Logan, le secrétaire national de notre section britannique, qui avait instauré un régime brutal et pernicieux.

Le camarade Robertson avait préfacé ses remarques d'exemples montrant comment l'oppression opprime, puis expliqué comment Logan avait construit son « régime » en jouant sur l'intériorisation de l'oppression, particulièrement de la part de jeunes femmes et de quiconque était considéré « de seconde classe » par l'élite raciste et arrogante de la société britannique. Il notait dans ce rapport : « L'oppression intériorisée est quelque chose de très très mauvais. Et je crois qu'elle est à la base de beaucoup de mauvais régimes que nous avons découverts ici et là dans notre organisation. Parce qu'il faut toujours être deux. Il y a ceux qui ne sont pas sûrs d'eux et qui deviennent brutaux, sadiques ou prétentieux, des petits Staline. Mais il y a aussi les victimes. Et c'est généralement en jouant sur leurs insécurités et leurs peurs intimes que l'on persécute les victimes. » Et en fait dans chacun des paragraphes de son rapport, Robertson montrait comment notre parti ne tolère aucune forme de chauvinisme et d'oppression, ce qui est fondamental pour notre raison d'être en tant qu'organisation marxiste révolutionnaire.

Dans ce contexte, Reuben Samuels, un cadre dirigeant de notre internationale qui était alors à Londres, fut critiqué pour s'être absenté de la bataille urgente et importante pour la survie de notre section britannique :

« Critique de Reuben : où était Reuben tout ce temps-là ? Il était à la bibliothèque en train d'étudier des crottes [turds] pour son cours. N'est-ce pas ? Il ne jouait aucun rôle. George et moi nous nous sommes regardés et nous avons dit : "Nous ne pensons pas que c'est exactement le genre de weekend

éducatif que nous avons en tête..." Nous allons revenir le mois prochain pour le cours. Bon cours. »

La BT s'exclame qu'il s'agit là d'une référence « odieuse » aux Kurdes. Il n'y a que des gens vraiment inspirés par le chauvinisme qui peuvent imaginer que « crottes » se réfère aux Kurdes ! En fait c'était une grave condamnation d'un dirigeant de premier plan de notre internationale qui avait la tête dans les W.C. pendant que ce qui était posé, c'était la lutte pour sauver notre section britannique de Logan. Robertson et le reste de notre internationale s'étaient assurés que le camarade qui s'y connaissait le plus sur la question kurde, prenne un vol pour Londres depuis Toronto, non pas une fois, mais deux, pour donner un « bon cours » sur la lutte contre l'oppression des Kurdes – un cours dont le recrutement récent de camarades turcs à notre section britannique posait la nécessité.

Et c'est cela que la BT appelle du « chauvinisme ». Dans la mesure où cette organisation a jamais remarqué qu'une myriade de peuples étaient opprimés dans le monde, et ce n'est pas arrivé très souvent, la BT a déclaré avec vigueur qu'elle s'oppose à ce que ces peuples exercent leur droit à l'autodétermination – sauf au Kosovo juste au moment où les séparatistes albanais du Kosovo jouaient le rôle de repérage des cibles à bombarder par l'OTAN et les USA dans leur guerre contre la Serbie. Pour la BT, les Kurdes font partie de ceux dont la revendication d'indépendance « est un obstacle aux luttes des ouvriers et des paysans contre les Etats oppresseurs existants. »

Et cela ne s'applique pas qu'aux Kurdes. La BT s'est fait une certaine réputation pour son opposition à l'indépendance du Québec. Cela lui a valu d'être invitée officiellement par les organisateurs d'un rassemblement unitaire de chauvins anglo-

canadiens à Montréal à la veille du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec. (Cela leur a valu de perdre leur seul membre québécois qui a démissionné en protestant contre leur « bloc de fait avec la bourgeoisie canadienne ».) Là aussi la BT essaye de cacher son chauvinisme en appelant à des « luttes de classe conjointes » comme le font les bureaucrates anglo-canadiens chauvins qui disent aussi que l'indépendance du Québec nuirait à la « solidarité des travailleurs ».

A propos de capitulation au « chauvinisme de grande puissance », que dire du CPGB (Parti communiste de Grande-Bretagne) basement réformiste avec lequel la BT a essayé d'engager des discussions en vue d'un « regroupement politique » il y a quelques années ? Cela n'a pas dérangé la BT que le projet de programme du CPGB de 1995 déclarait ouvertement que « l'Etat capitaliste de Grande-Bretagne a une idéologie officielle d'anti-racisme » (*Weekly Worker*, 5 septembre 1999). En fait ces négociations de fusion ont tourné court seulement parce que le CPGB a repoussé les avances de la BT.

Aux Etats-Unis aussi la BT accorde ses violons avec la bureaucratie syndicale procapitaliste et affiche la même indifférence qu'elle pour les masses noires. Quand la SL/U.S. mobilisait en 1982 la puissance du mouvement ouvrier et des Noirs, qui ont repoussé avec succès une provocation du Ku Klux Klan à Washington D.C., et mettait sur pied des Ligues ouvrières/noires suite à cette victoire, la

Suite page 26

Bulletins de la LCI

Sur le régime Logan

(en anglais, en trois parties)

En 1979 Bill Logan a été exclu de la Tendance spartaciste internationale pour crimes « contre la moralité communiste et son corollaire élémentaire de décence humaine ». Logan est maintenant le dirigeant de la « Tendance bolchévique internationale ». En guise de service au mouvement ouvrier nous avons rendu publiquement disponibles nos bulletins internationaux commentant les crimes de Logan.

1 ^{ère} partie	3 €	(82 pages)
2 ^e partie	3 €	(44 pages)
3 ^e partie	3 €	(79 pages)

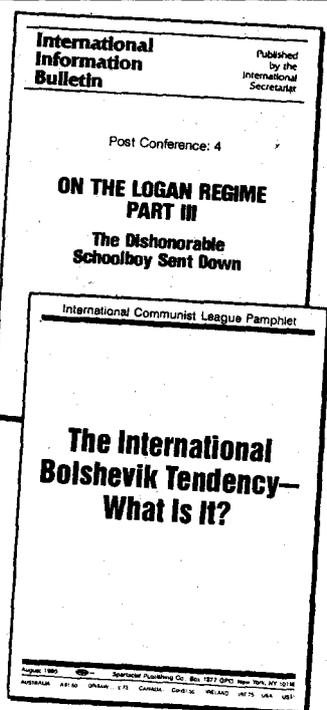
La Tendance bolchévique internationale :

Qu'est-ce que c'est ?

(en anglais)

Polémique de la Ligue communiste internationale, août 1995

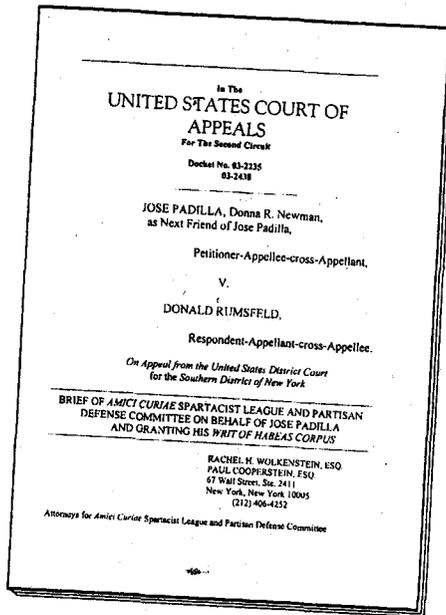
1 € (10 pages)



Commande :
L.B.
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Etats-Unis : Les marxistes s'opposent aux attaques du gouvernement contre les droits de citoyenneté

Le 29 juillet dernier nos camarades américains de la Spartacist League (SL) et le Partisan Defense Committee (PDC) ont déposé à la cour d'Appel un *brief* [sorte de plaidoyer qu'une tierce partie aux Etats-Unis peut déposer dans un tribunal en défense de certains droits] (*amici curiae brief*) en défense de Jose Padilla, citoyen américain arrêté le 8 mai 2002 à l'aéroport O'Hare de Chicago et détenu en tant que «témoin essentiel» pendant un mois. Après quoi le gouvernement Bush l'a déclaré «combattant ennemi» et l'a envoyé dans une prison militaire en Caroline du Sud. Il y est encore, sans pouvoir avoir recours à un avocat, sans être inculpé de quoi que ce soit, sans qu'aucun procès ou audience ne soit prévu pour lui permettre de se défendre contre les accusations portées contre lui. Comme le note le *brief*: «Le gouvernement cherche à



institutionnaliser la privation arbitraire de droits dans le système judiciaire américain; c'est la caractéristique des dictatures d'extrême droite comme celles que l'impérialisme américain soutient de par le monde.» Le gouvernement est en train de s'arroger le droit de *faire disparaître* des citoyens.

La Spartacist League (SL), organisation marxiste, et le PDC, organisation de défense de classe associée à la SL, ont déposé ce *brief* parce que nous sommes de tenaces défenseurs de notre légalité et des droits démocratiques conquis dans les révolutions bourgeoises et des guerres révolutionnaires, comme celle des pro-parlement de la guerre civile britannique [au XVII^e siècle], la guerre d'Indépendance américaine, la Révolution française de 1789 et la guerre civile (dite «de Sécession») américaine.

Il est important pour ceux qui défendent les droits des immigrés, pour les ouvriers, pour ceux qui se battent pour la libération des Noirs, pour la jeunesse contestataire et tous ceux qui cherchent à s'opposer aux attaques contre les droits démocratiques qui fusent de toutes parts, de lire ce document sur l'affaire Padilla. Le gouvernement, utilisant les attentats du 11 septembre comme prétexte, a arrêté quelque 1 200 immigrés originaires de pays musulmans et a promulgué le Patriot Act et toute une panoplie de décrets donnant à la police secrète américaine des possibilités légales beaucoup plus étendues d'écoutes téléphoniques, de perquisitions à domicile, d'enquêtes bancaires, et même le droit d'interroger votre bibliothécaire et de vous arrêter sans même avoir à justifier qu'un crime a été commis. Et il cherche à avoir encore plus de pouvoir de répression. Le *brief* retrace l'évolution des droits démocratiques qui sont actuellement

attaqués et relate tous les mensonges et calomnies que le gouvernement a utilisés dans le passé pour justifier ses guerres contre d'autres Etats et la répression à l'intérieur du pays, y compris en collant l'étiquette de «terroriste» aux oppositionnels de gauche.

Dans ce cas particulier, ce qui est attaqué, ce sont les droits de citoyenneté qui ont résulté de la défaite des esclavagistes du Sud dans la guerre civile («de Sécession»). Le *brief* consacre tout un chapitre à l'évolution des droits de citoyenneté aux Etats-Unis. Ceux-ci sont le produit non seulement de la Révolution américaine (guerre d'Indépendance), mais aussi de la guerre civile et des luttes ouvrières des XIX^e et XX^e siècles. Comme il y est noté: «Aucun aspect de la citoyenneté n'est plus fondamental que les droits

accordés par le Premier Amendement à la Constitution [garantissant la liberté d'opinion]», et l'on y démontre comment le gouvernement fait toujours fi des droits de liberté d'opinion en temps de guerre ou sous prétexte de «sécurité nationale» lorsqu'il y a des soulèvements révolutionnaires à l'étranger ou des luttes de classe dans le pays. Et à chaque fois la «justice» s'incline.

Pour justifier qu'il prive Padilla de ses droits constitutionnels, et pour justifier les mesures prises après le 11 septembre, le gouvernement se cache derrière la soi-disant «guerre contre le terrorisme». Le document démasque ce prétexte et affirme:

«Il n'y a pas de guerre dans le sens militaire du terme. Aucun coup n'est tiré et il n'y a pas de bataille entre Etats. La «guerre contre le terrorisme» est une fiction, une invention politicienne, pas une réalité militaire. Ce n'est pas plus une guerre au sens militaire que «la guerre contre le cancer», «la guerre contre l'obésité» ou «la guerre contre l'immoralité». Tout comme «la guerre contre le communisme» et «la guerre contre la drogue», cette «guerre» n'est qu'un prétexte pour augmenter les pouvoirs de la police et de l'appareil répressif, et pour réduire les droits démocratiques de la population.»

Un des moyens auxquels a toujours recours le gouvernement pour sa répression, c'est d'accuser les adversaires de sa politique de «terrorisme», les déclarant «hors-la-loi» dans la société civile et donnant ainsi à l'Etat le droit de supprimer leurs droits démocratiques, de criminaliser l'activité politique et même de perpétrer des assassinats en toute légalité. Comme nous le faisons remarquer, «Ce fut le sort du Black Panther Party (BPP): ils ont été accusés par le FBI d'être une

“organisation terroriste”, et “la plus grande menace à la sécurité du pays” et ont été les victimes d’une campagne de harcèlement, de filatures et de persécutions dans le cadre du COINTELPRO (“programme de contre-espionnage”). Les agents du gouvernement ont tué quelque 38 membres du BPP.»

Cette politique, qui consiste à vider de tout contenu les droits constitutionnels, rencontre le soutien quasi général des politiciens du Parti démocrate, qui au fur et à mesure que les élections approchent, reprochent surtout à Bush et C^{ie} de ne pas en faire assez pour la «sécurité du pays». Le *brief* cite la déclaration que la Spartacist League/U.S. a publiée le lendemain de l’attaque contre le World Trade Center [voir le *Bolchévick* n° 157]: «Les partis au pouvoir – Démocrates et Républicains – se réjouissent de pouvoir brandir les corps des victimes tuées ou blessées pour renforcer la domination de classe capitaliste.»

La «guerre contre le terrorisme» a servi de prétexte à l’impérialisme US pour bombarder l’Afghanistan et pour son occupation sanglante de l’Irak, ainsi que pour sa guerre contre la population aux Etats-Unis même. Ceux qui sont le plus particulièrement visés dans cette guerre, c’est en premier lieu les immigrés, surtout s’ils viennent de pays musulmans arabes, puis les minorités ethniques, les Noirs, les ouvriers et tous ceux qui sont considérés comme opposés à la politique gouvernementale. Le but du gouvernement c’est de calomnier, faire peur, inhiber, criminaliser et pénaliser toute opinion dissidente et toute action politique en opposition à la politique gouvernementale, sous prétexte que cela menace la sécurité nationale et soutient le terrorisme. Ceci a été démontré avec la brutalité du 7 avril dernier dans le port d’Oakland [en Californie], lorsque la police anti-émeute, soi-disant «informée» par des «conseillers» antiterroristes, a ouvert le feu sur des observateurs-témoins, des dockers, des camionneurs du port et des manifestants antiguerre, avec des balles en bois et des grenades paralysantes.

Comme la SL et le PDC l’ont souligné depuis le début de la «guerre contre le terrorisme», ce que les capitalistes pourront se permettre de faire dépend largement du niveau des luttes sociales et de la lutte des classes. Il est absolument dans l’intérêt du mouvement ouvrier multiethnique de se mobiliser en défense des droits des immigrés et des droits démocratiques de toute la population.

Nous reproduisons ci-dessous le résumé qui introduit le *brief* de la SL/U.S. et du PDC.

* * *

La question en jeu est de savoir si le Président a le droit, en tant que Commandant en chef, de décréter qu’un citoyen américain, détenu aux Etats-Unis, en dehors de tout champ de bataille, est un «combattant ennemi» dans la «guerre contre le terrorisme», et qu’il peut être maintenu en prison indéfiniment, sans qu’aucune inculpation ne soit portée contre lui, sans comparaison devant un juge, sans lui permettre l’assistance d’un avocat. En langage non juridique, ce que le Président s’arroge ainsi c’est ni plus ni moins le droit de faire disparaître un citoyen.

Le pouvoir exécutif a imposé la loi martiale à Jose Padilla, citoyen américain, sous prétexte d’une soi-disant «guerre contre le terrorisme» qui n’est en fait pas un conflit militaire mais une campagne politique. Cette appropriation de droits impériaux par le Président n’a pas de précédent. Lorsque la cour fédérale a accepté que le Président définisse le statut de Padilla comme étant un «combattant ennemi», elle a de fait reconnu au Président le rôle d’arbitre exclusif de l’exercice

et de l’applicabilité des droits démocratiques garantis par la Constitution, ce qui est dans la logique d’un Etat policier.

La façon dont Padilla est traité a pour but de créer à la fois un précédent et une justification légale à l’application de prérogatives unilatérales du pouvoir exécutif à une plus grande échelle, en privant les victimes de poursuites criminelles, les candidats à l’immigration, et ceux qui contestent la politique du gouvernement, des protections légales auxquelles ils ont droit. C’est une attaque frontale contre les conceptions mêmes du droit d’être jugé en bonne et due forme et de la citoyenneté. Padilla est dépouillé de force de sa citoyenneté, condamné à la mort civile. Le but de la présidence impériale est d’annuler les droits accordés par le Premier Amendement à la Constitution et de réduire considérablement les droits démocratiques. La cible du pouvoir exécutif, ce sont tous ceux qu’il considère comme des adversaires de la politique du gouvernement, comme l’a clairement montré le projet de loi élaboré en secret, le *Domestic Security Enhancement Act of 2003 (Patriot II)* [loi de renforcement de la sécurité intérieure], qui donnerait au pouvoir exécutif le droit inaliénable de dépouiller de leur nationalité les Américains qui «donnent un soutien matériel» à une organisation qui pourrait à un moment donné être qualifiée de «terroriste» par le gouvernement américain. Ceux qui tombent sous le coup de la loi *Patriot II* seraient incarcérés indéfiniment dans des prisons militaires sans aucune procédure légale.

Le cas de Jose Padilla est un test pour l’existence même du droit fondamental d’être jugé en bonne et due forme – à savoir que les individus ne sont pas soumis au pouvoir arbitraire et discriminatoire de l’Etat. C’est aussi un test pour les libertés protégées par le Premier Amendement à la Constitution. L’affaire Padilla met en question les droits et les privilèges de la citoyenneté, incarnés par les dix premiers amendements à la Constitution et consolidés sur les champs de bataille de la guerre civile ainsi que dans les luttes ouvrières et sociales depuis plus d’un siècle. Si le Président est confirmé dans ses pouvoirs impériaux, la détention de Padilla risque de devenir l’affaire Dred Scott de notre époque, l’affirmation que «les citoyens n’ont aucun droit que le gouvernement soit obligé de respecter». [En 1857, la Cour suprême des Etats-Unis condamna Dred Scott à rester esclave même s’il habitait un Etat où l’esclavage était officiellement

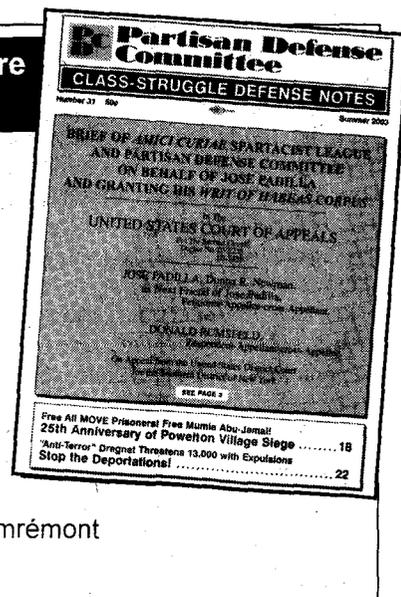
**Commandez votre
exemplaire !**

**Class-Struggle
Defense Notes
n° 31 (été 2003)**

**0,50 €
(24 pages)**

Chèques à l’ordre du
Comité de défense
sociale (CDDS, qui
transmettra au PDC)

MBE 167, 108 rue Damrémont
75018 Paris



France...

Suite de la page 1

nérale interprofessionnelle», et à Lutte ouvrière et sa «généralisation de la grève», tous ces groupes se sont contentés d'appeler les travailleurs à lutter davantage, tout en restant dans le cadre du capitalisme et sans présenter une perspective politique révolutionnaire qui pouvait tracer la voie d'une lutte victorieuse contre les patrons et leur gouvernement. L'extension de la grève elle-même exigeait d'élargir les revendications à d'autres questions pour entraîner le secteur privé avec sa forte composante d'origine immigrée. Le premier semestre 2003 a été marqué par cinquante-sept (57 !) « vols groupés » de déportations vers l'Afrique de l'Ouest, la Roumanie et la Chine. Sur les sept premiers mois de l'année, 19 425 personnes ont été expulsées du pays. Nous disons : **A bas les déportations racistes !** Le gouvernement s'en prend maintenant y compris aux dirigeants des sans-papiers, comme Nasr Eddine Bourrached, porte-parole du Collectif de Perpignan, expulsé vers l'Algérie le 31 août. Romain Binazon, porte-parole des sans-papiers à Paris, a été arrêté le lendemain même de la manifestation anniversaire de l'attaque des flics contre les sans-papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard, alors qu'il protestait contre une expulsion. Comme nous l'écrivions dans un tract de protestation publié dès le premier « charter » Sarkozy (reproduit dans *le Bolchévik* n° 163, printemps) :

«Aujourd'hui le gouvernement attaque les immigrés parce qu'il croit qu'il peut le faire en toute impunité. Il se base sur la vieille tactique du racisme afin de «diviser pour mieux régner» – c'est à nous de prouver qu'il a tort ! Les puissants syndicats du prolétariat français et allemand, et les syndicats à travers l'Europe doivent se solidariser avec leurs frères et sœurs de classe les plus vulnérables.»

Nous avons fait des prises de parole sur les facs, à Saint-Denis et Rouen contre les charters. Nous mettions en garde dans notre tract que Chirac et Sarkozy utiliseraient «la même répression contre **tous** les travailleurs quand ils feront grève contre les licenciements et les privatisations ou pour défendre les retraites en France et les prestations sociales en Allemagne.» Cette question était cruciale car le refus des organisations de gauche de mobiliser contre ces déportations était l'expression concrète du soutien de la gauche à Chirac pendant la guerre contre l'Irak. La terreur raciste est dans ce pays un mécanisme essentiel pour diviser et paralyser la classe ouvrière, et l'enchaîner à sa propre bourgeoisie, et



Jack Guez/AFP

Terreur policière lors de la manifestation pour les retraites à Paris le 10 juin.

c'est pourquoi il est central de s'opposer à ce poison chauvin. Nous disons : **A bas Vigipirate ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

La leçon de ces grèves, c'est la nécessité de lutter pour une nouvelle direction, révolutionnaire et internationaliste, pour la classe ouvrière. Les attaques elles-mêmes du gouvernement ne peuvent se comprendre qu'en regardant la situation dans son cadre international. Le ciment de l'«unité nationale» derrière Chirac c'est l'antiaméricanisme à bon marché. Le PCF et la LCR, qui avaient plébiscité Chirac lors des élections présidentielles de 2002, ont décrit son «opposition» à la guerre américaine en Irak comme étant soi-disant la voie vers la paix. Ce faisant ils ont pavé la voie à l'envoi de troupes coloniales françaises à droite et à gauche en Afrique, et au lancement d'un programme d'expulsions en masse de sans-papiers, pratiquement sans la moindre résistance de la gauche. Pour peu que la guerre ait duré plus longtemps, Chirac espérait s'en tirer sans que l'attaque contre les retraites en France ne fasse de vagues, le PCF et la LCR défilant au cri d'un «droit de veto» de Chirac à l'ONU contre les Américains. L'augmentation des rivalités interimpérialistes s'accompagne d'un renforcement du chauvinisme et du nationalisme, où beaucoup de travailleurs s'imaginent avoir davantage d'intérêts en commun avec leur propre gouvernement capitaliste qu'avec leurs frères de classe américains ou avec leurs collègues d'origine immigrée ici.

La victoire des capitalistes en France sur les retraites a renforcé le chancelier social-démocrate allemand Schröder dans ses propres attaques contre l'assurance chômage et autres acquis ouvriers en Allemagne. Et, quand Schröder a fait passer son plan de démantèlement de la Sécu en Allemagne en juillet, cela a aiguisé l'appétit des capitalistes français d'en faire de même. Dans toute l'Europe de l'Ouest la classe ouvrière se voit arracher ses acquis, obtenus de haute lutte à une époque où la bourgeoisie confrontait la présence soviétique dans toute l'Europe de l'Est. Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, les bourgeoisies européennes clament que le communisme est soi-disant mort et cherchent à reprendre tous ces acquis. En même temps, comme elles ne sont plus liées entre elles et avec les USA par leur haine de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, leurs rivalités s'exacerbent. La guerre de l'impérialisme américain contre l'Irak était en partie au moins dirigée contre les rivaux impérialistes des USA, dont la France. Et le rôle du gouver-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) - (incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 4,50 € (avion 6 €)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

185

Chèques à l'ordre du Bolchévik

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

nement capitaliste français c'est de renforcer la main de ses propres capitalistes en redoublant les attaques contre les travailleurs dans ce pays.

Pour des syndicats industriels ! Pour un parti léniniste d'avant-garde !

La vague de grèves a montré une nouvelle fois que cette société est divisée en deux classes sociales fondamentales : la bourgeoisie avec son Etat, qui possède les usines et l'ensemble des moyens de production, et le prolétariat qui y produit toutes les richesses, y compris la plus-value que s'approprient les capitalistes en ne laissant aux travailleurs que le salaire qui leur permet à grand-peine de se maintenir et de se reproduire. Entre ces deux classes sociales fondamentales il y a une énorme masse petite-bourgeoise (y compris les enseignants, les acteurs, etc.) qui oscille entre les deux mais qui dans cette lutte s'est mobilisée dans l'intérêt des travailleurs et le sien. C'est de par sa position dans la production matérielle que le prolétariat a la puissance sociale pour non seulement arrêter la production (dans la grève), mais aussi l'intérêt historique à renverser l'ensemble de la classe capitaliste. L'Etat n'est pas quelque chose de neutre, au-dessus des classes, mais une force de coercition ayant le monopole officiel de la violence (les flics, l'armée, les matons, les tribunaux) pour maintenir la structure de la société en l'état, autrement dit la dictature de la bourgeoisie sur les ouvriers. Tant qu'elle le peut la bourgeoisie préfère régner derrière la façade du parlementarisme, mais en cas de crise sociale profonde pouvant remettre en cause sa domination elle n'hésite jamais à recourir à la violence la plus brutale, des fascistes de Mussolini en 1922 aux nazis de Hitler en 1933. La V^e République française elle-même prend son origine dans un coup d'Etat par le général de Gaulle pendant la guerre d'Algérie.

La trahison de la bureaucratie syndicale de la CFDT a été patente pratiquement dès le premier jour des grèves de mai. Mais la conclusion qu'en ont tirée les travailleurs, notamment dans la CFDT, a souvent été de simplement changer d'étiquette syndicale. Rar exemple le syndicat des fonctionnaires territoriaux du Val-de-Marne, dirigé par un membre

de la LCR d'après *le Monde* (18 juillet), a décidé de passer avec armes et bagages à la FSU. D'autres syndicats, notamment dans la santé, envisagent de se désaffilier pour rejoindre le SUD. Mais les autres syndicats n'ont pas eu une ligne fondamentalement différente sur le terrain, freinant des quatre fers voire cassant ouvertement la grève, comme la CGT à la RATP et la SNCF après le 13 mai. Le problème n'est pas l'étiquette syndicale, c'est l'émiettement de la classe ouvrière en une kyrielle de syndicats avec chacun une ligne réformiste légèrement différente. Les réformistes qui concentrent le tir sur la CFDT le font pour couvrir leur propre rôle traître dans la CGT, la FSU ou FO. Pendant les grèves nous avons avancé la perspective de **syndicats industriels**. Face à la division sectaire de la classe ouvrière, il nous faut unir tous les ouvriers en un seul poing fermé : **une industrie, un syndicat**. Nous écrivions :

« La division de la classe ouvrière en plusieurs syndicats largement en fonction des convictions politiques, correspond à la conception bien ancrée en France que les grèves sont avant tout des manifs politiques, et non des actions ouvrières qui **stoppent la production**. Il s'agit de tactiques de pression extraparlamentaire, tout particulièrement quand la droite est au pouvoir, dans la perspective de ramener au gouvernement les réformistes ou le front populaire. C'est pourquoi quand nous parlons de syndicats industriels dans notre tract récent, nous lions ce point à la question des piquets de grève non filtrants. »

— le Bolchévik, été 2003

C'est pourquoi aussi pour nous (et contrairement à la LCR), le SUD ou un autre syndicat plus combatif ou « radical » comme la CNT anarchisante n'est pas l'alternative aux grands syndicats réformistes, car il accentue l'émiettement de la classe ouvrière, avec pour résultat qu'il y a toujours quelques syndicats pour casser la grève des autres. Nous communistes, nous cherchons à construire et renforcer les syndicats afin d'aider les travailleurs à être dans la meilleure position possible pour combattre les attaques des capitalistes et de l'Etat bourgeois. L'arme la plus puissante des travailleurs est leur **unité** contre les capitalistes. Parallèlement les communistes authentiques se battent contre la subordination politique des travailleurs à la bourgeoisie ; les réformistes et l'« extrême gauche » poussent cette subordination en déviant la lutte de classe vers la réforme au coup par coup d'un système capitaliste qui de façon inhérente est un système d'exploitation. Il faut défendre tout acquis partiel ou toute réforme, mais pour se libérer de l'esclavage salarié, du racisme et de la guerre il faut une révolution socialiste pour balayer tout ce système capitaliste pourri, et établir une société où c'est les travailleurs qui seront au pouvoir. Pour tracer la voie pour un tel avenir il faut construire un parti révolutionnaire internationaliste léniniste, en luttant politiquement contre tous les partis réformistes et centristes qui maintiennent les luttes dans les limites de la « démocratie », c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie.

PCF et LCR à la rescousse de Chirac

Lors du second tour de l'élection présidentielle en 2002, toutes les bureaucraties syndicales, de la CFDT à la CGT et au SUD, ont appelé à voter Chirac, soi-disant contre Le Pen. La collaboration de classes est tellement une seconde nature pour le PCF que, en l'absence d'un front populaire

Meeting public de la LTF

Défense du peuple palestinien !
Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Mardi 7 octobre, 19h30

A Paris : Au CICIP
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro Rue des Boulets)

Cours publics de la LTF

- | | |
|--------------|--|
| 18 septembre | La dégénérescence stalinienne de la Révolution russe |
| 2 octobre | Pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine, du Vietnam, de la Corée du Nord et de Cuba |
| 16 octobre | La lutte pour un parti léniniste d'avant-garde
19h, au CICIP (voir adresse ci-dessus) |

Pour plus d'informations, contacter
la Ligue trotskyste à Paris : 01 42 08 01 49

(c'est-à-dire une alliance de collaboration de classes, comme l'était la «Gauche plurielle» avec le PS, le PC, et des petits partis bourgeois comme les Radicaux de gauche, les Verts ou les chevènementistes), le PCF a soutenu à plusieurs reprises par la bande les gaullistes, y compris en mai 1968 où ils avaient un penchant pour l'antiaméricain de Gaulle par rapport aux atlantistes de Mitterrand/Mendès France.

Mais la LCR, qui a occasionnellement le cynisme de se prétendre trotskyste, n'est en réalité pas si différente. Même en pleine vague de grèves, la LCR s'est investie dans le village alternatif au sommet impérialiste du G-8 à Evian, un village alternatif dont l'Elysée pouvait claironner qu'il l'avait financé à hauteur d'un million d'euros (*le Monde*, 2 juin)! Bien sûr, des milliers de travailleurs et de jeunes ont pris et vont prendre part aux mobilisations «contre la mondialisation néolibérale» en étant du fond du cœur contre Chirac. Ils veulent à juste titre protester contre ce système capitaliste, mais, qu'ils le veuillent ou non, ils se retrouvent embrigadés derrière des groupes comme le PCF et la LCR qui se laissent de bonne grâce prendre au jeu populiste de Chirac. Celui-ci a libéré leur héros José Bové à temps pour le grand rassemblement du 9 août au Larzac, à charge pour Bové de canaliser les énergies à l'automne vers la lutte... contre l'OMC contrôlée par les Américains. Comme l'écrivait le très bourgeois *le Figaro* dans son éditorial du 11 août :

«Il existe des dénominateurs communs entre Bové et le chef de l'Etat : la défense de l'environnement, du dialogue des cultures, d'un monde multipolaire... Autant de sujets qui n'émeuvent pas les Américains. Jusqu'à un certain point, le combat mené par José Bové, qui compte des partisans dans le monde entier, sert la cause du président de la République à l'étranger. Et puis l'éleveur du Larzac qui dame le pion à la gauche [il s'agit du PS, chahuté au Larzac] dans le débat intérieur, ce n'est pas mauvais.»

La haine contre les massacres impérialistes et le retour du colonialisme pur et simple en Irak, contre l'oppression terrible du peuple palestinien par l'Etat bourgeois sioniste, la haine contre le gouvernement français accumulée par les enseignants, les intermittents du spectacle, tous les salariés dont la retraite vient d'être charcutée, les travailleurs en lutte contre les licenciements, tout cela ne doit pas simplement trouver un exutoire dans la dénonciation de la «mondialisation libérale» et la domination américaine sur le monde. La



Eric Cabanis/AFP

José Bové et le ministre des flics Sarkozy se serrent chaleureusement la main le 30 août au Larzac.

«mondialisation libérale», c'est tout simplement le capitalisme après la destruction de l'Union soviétique. L'existence de l'Union soviétique tenait en respect l'impérialisme dans le monde, mais la contre-révolution capitaliste a créé un monde d'exploitation sans frein et de guerres pour la redivision de la planète entre les puissances capitalistes exploiteuses. On ne peut lutter pour une «autre mondialisation» qu'en luttant consciemment pour éradiquer le système capitaliste lui-même par une série de révolutions ouvrières. Nous disons : **A bas l'occupation coloniale de l'Irak! Troupes impérialistes US et alliées, hors du Proche-Orient!** Faire croire, comme la LCR, que les impérialistes français seraient moins criminels que Bush, voire un allié potentiel contre lui, c'est du vulgaire chauvinisme bourgeois français. Ce sont des troupes françaises qui sévissent et attisent les rivalités interethniques sanglantes en Côte d'Ivoire, au Congo et ailleurs : **Troupes françaises hors d'Afrique, des Balkans, d'Afghanistan!** Ici ce n'est pas le FBI qui fait la chasse aux immigrés et leurs enfants, mais les flics de Chirac. Ce n'est pas General Electric USA qui licencie, mais le groupe français Alstom.

Ce qu'il faut, c'est lutter contre les illusions propagées par la LCR qu'une «autre mondialisation», un «autre monde», seraient possibles sans renverser tout le système capitaliste par des révolutions ouvrières dans le monde entier. Un organisateur principal du Forum social européen de novembre,



David Guttenfelder/AP



Austin Merrill/AP

Scènes de l'occupation coloniale américaine de l'Irak : Bagdad en juillet. Mais en Côte d'Ivoire (photo à droite) et ailleurs en Afrique ce sont des troupes impérialistes françaises qui commettent des crimes sanglants. Troupes impérialistes, hors d'Irak et hors d'Afrique ! ONU, bas les pattes devant le Proche-Orient !

c'est le maire PCF de Saint-Denis, Patrick Braouezec, grand pote de Krivine devant l'Éternel. Voilà ce que disait Braouezec au printemps à propos de l'expulsion raciste des Roms de sa commune (*l'Humanité*, 28 avril): «Il ne faut pas seulement expulser ces personnes, il faut trouver des solutions viables et pérennes. [Les] traiter avec dignité.» Avec Braouezec, un «autre monde» est possible, où l'expulsion raciste des Roms se fait «avec dignité»! A partir du moment où on perd de vue que non seulement le capitalisme n'est pas humanisable, mais que seule la classe ouvrière est la force historique pour le renversement du capitalisme, on se retrouve à la traîne non seulement de réformistes comme Krivine ou Braouezec, mais même de Chirac, chef de l'impérialisme français.

Un «parti de toute la classe» ou un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique?

Ce dont les travailleurs ont besoin pour vaincre dans une révolution c'est d'un parti ouvrier d'avant-garde, organisé sur la base d'un programme révolutionnaire internationaliste intransigeant. Un tel parti serait aujourd'hui forcément une minorité dans la classe ouvrière, même très petite, et le restera en dehors d'une période révolutionnaire. Mais quand la marée révolutionnaire monte (et l'exploitation capitaliste est la source même de la lutte des ouvriers et de son explosion périodique en poussées révolutionnaires), ce programme intersecte à ce moment-là la classe ouvrière plus largement, lui donne la perspective pour mener à bien une révolution jusqu'à la victoire, et comment. C'est là le secret de la victoire de la Révolution russe de 1917. Les bolchéviks de Lénine avaient lutté pendant 15 ans contre toutes sortes de déviations opportunistes, contre la tendance de leurs opposants menchéviks à subordonner la révolution à la bourgeoisie. La plupart des grands leaders de la social-démocratie internationale traitait les bolchéviks de sectaires indécrottables, de scissionnistes invétérés, etc., etc. C'est parce que les bolchéviks cherchaient à maintenir contre vents et marées le programme révolutionnaire, en luttant contre tous les obstacles à l'intérieur même du mouvement ouvrier, qu'ils ont gagné la majorité de la classe ouvrière au pouvoir des soviets et à la dictature du prolétariat, assurant ainsi le succès de la Révolution d'octobre 1917 (voir notre article paru pour le 85^e anniversaire de la révolution, *le Bolchévik* n° 162, hiver 2002-2003). C'est un tel parti que nous cherchons à construire: notre conception du parti découle de notre objectif révolutionnaire.

La LCR cherche explicitement à construire un parti en opposition à cette conception du parti; c'est bien normal, parce qu'ils s'opposent désormais à la conception même d'une révolution socialiste comme la révolution d'Octobre – leur groupe de jeunesse y fait encore référence dans son journal «red» (numéro d'été) mais c'est pour la dénaturer totalement en parlant à son propos du «rôle fondamental de la grève générale et de l'auto-organisation des travailleurs», où le parti bolchévique ne joue qu'un rôle anecdotique. Dans son rapport sur le récent congrès international du Secrétariat unifié, dont fait partie la LCR, publié dans leur revue *Inprecor* (mars-avril), François Vercammen écrivait que la nouvelle internationale qu'ils appellent de leurs vœux «ne ressemblera à aucune des précédentes, et certainement pas aux Internationales marxistes-révolutionnaires de type partidaire. [...] [Leur organisation] n'est pas «le parti mondial de la révolution socialiste» (objectif qu'elle s'était fixée lors de sa constitution), ni même le noyau central d'un tel parti futur.»



Eraldo Peres/AP

8 juillet: grève générale au Brésil en défense des retraites. Les camarades brésiliens de la LCR ont un ministre dans le gouvernement capitaliste, et au Parlement ils ont voté la loi de démantèlement des retraites.

Besancenot a diffusé un article dans *Libération* (11 juillet) pour pousser en avant la construction d'un «parti de la grève», et insiste en guise de bilan de la grève qu'elle cherche un «débouché politique». Comme au Brésil? Là-bas ils ont un membre dans le gouvernement de front populaire de Lula, Miguel Rossetto, qui est ministre «du développement rural chargé de la réforme agraire» – c'est-à-dire chargé de faire se tenir tranquilles les millions de paysans sans-terre, au besoin en envoyant la police militaire détestée! Ce gouvernement capitaliste est en train de démanteler les retraites, avec le vote des députés brésiliens du Secrétariat unifié (à part deux abstentions, voir *Informations ouvrières*, 13-19 août)!

Lutte ouvrière: de l'opposition au vote Chirac à un bloc politique avec la LCR?

Pour Lutte ouvrière (LO), qui a montré dans les manifestations de grévistes une influence importante dans de nombreux cortèges d'enseignants et aussi de travailleurs, la perspective se résumait à ce qu'il y ait un mouvement de la base assez fort pour forcer les directions syndicales à agir, ou pour les contourner: «œuvrer à la base pour que les grévistes généralisent eux-mêmes leur grève» (*Lutte de Classe*, numéro spécial d'été en guise de bilan de la grève). Lutte ouvrière évite ainsi le combat *politique* contre les bureaucrates syndicaux, et finit sur le fond par les exonérer: leurs quelques critiques finissent alors par servir de couverture aux mêmes bureaucrates. Déjà pendant la grève Arlette Laguiller avait écrit mensongèrement que «les directions syndicales [...] entraînent à la lutte» (*Lutte Ouvrière*, 6 juin). Même après la défaite ils déclarent dans leur revue *Lutte de Classe*: «Les confédérations syndicales, et plus particulièrement la CGT, ont cependant contribué, bien malgré elles, à certains égards, à développer le mouvement.»

LO déclare que la CGT est un «syndicat réformiste», mais en réalité ils caressent dans le sens du poil les vieux staliniens réformistes anti-CFDT de l'appareil cégétiste: ils se plaignent simplement de «sa stratégie qui, depuis plusieurs années, s'aligne de plus en plus sur celle de la CFDT pour prôner une «stratégie de négociation», au lieu de fixer comme objectif clairement annoncé la riposte générale du monde du travail et au lieu de proposer des actions allant clairement dans le sens de cet objectif.» «Plusieurs an-

nées»?? Est-ce qu'ils ont entendu parler des accords de Grenelle où la CGT a liquidé la grève générale de Mai 68? Pour LO, même une situation pré-révolutionnaire comme Mai 68 n'était en fait guère plus qu'une grosse grève qui a gagné quelques concessions économiques. Trotsky expliquait au contraire dans un texte de 1935 sur la France: «L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut obtenir, mais aussi ne pas obtenir, réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir» (voir notre article «Syndicat et parti: le point de vue marxiste» paru dans notre précédent numéro pour un développement plus complet sur la question de la grève générale).

Lutte ouvrière écrit à juste titre que la CGT «n'a [pas] pour perspective la confrontation radicale de la classe ouvrière avec la bourgeoisie et son Etat. C'est une perspective qu'elle rejette au contraire, intégrée qu'elle est dans l'Etat de la bourgeoisie et dans ses institutions». C'est pourquoi il faut lutter pour une direction révolutionnaire des syndicats, pas pousser comme LO la bureaucratie vers la gauche ou la contourner. Trotsky écrivait dans son article «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste»:

«Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IV^e internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.»

Mais LO au contraire n'a pas un mot sur la question cruciale de la conscience politique de la classe ouvrière. Ils se cachent derrière la conscience réformiste actuelle des ouvriers pour ne pas avancer de perspective révolutionnaire, et en dernier ressort servir de couverture de gauche à la bureaucratie syndicale. Ils concluent leur article de *Lutte de Classe* en avançant comme perspective, au cas où la mobilisation ouvrière reprend à l'automne, qu'elle devra mettre en avant «non seulement des revendications telles que le retrait de tous les plans anti-ouvriers du gouvernement, aussi bien celui déjà consacré par une loi pour ce qui est de la retraite, que celui encore à venir concernant l'assurance maladie, mais aussi qu'elle mette en avant des objectifs qui protègent les travailleurs contre les licenciements collectifs et le fléau du chômage.» On reconnaîtra là le fameux mot d'ordre de l'«interdiction des licenciements», que partage

aussi la LCR, que régurgite aussi la GR, etc.

LO fait croire à ses jeunes membres qu'il s'agit là d'un mot d'ordre du programme transitoire de la IV^e Internationale dont parle Trotsky. Quel grossier mensonge! Le mot d'ordre de «l'interdiction des licenciements» contribue à propager des illusions dans la classe ouvrière qu'il serait possible d'abolir un mécanisme fondamental du système capitaliste – sans faire une révolution! En fait, les licenciements sont, tout comme les crises économiques elles-mêmes, inhérents au capitalisme; quelle que soit la démographie, les capitalistes font toujours en sorte qu'il y ait une armée de réserve de chômeurs pour faire pression sur les salaires à la baisse. Mais pour LO, si la classe ouvrière se mobilise suffisamment pour faire peur au gouvernement et aux capitalistes, ils donneront tout ce qu'on veut pour préserver leur système. L'essence même du programme de transition au contraire est de faire le pont entre le niveau de conscience actuel de la classe ouvrière et la prise de conscience qu'il faut une révolution communiste:

«La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent – et cela se produit à chaque pas – la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.»

Ce programme développe toute une série de mots d'ordre, comme par exemple le partage du travail entre toutes les mains avec une échelle mobile des salaires et des heures de travail, une revendication vitale pour le prolétariat contre la gangrène du chômage. Le programme de transition, écrit par Trotsky en 1938 alors que les nazis avaient pris le pouvoir en Allemagne, déclare aussi: «La dénonciation intransigeante des préjugés de race et de toutes les formes et nuances de l'arrogance et du chauvinisme nationaux, en particulier de l'antisémitisme, doit entrer dans le travail quotidien de toutes les sections de la IV^e Internationale comme le principal travail d'éducation dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre.» Mais LO, dans ses éditoriaux pendant la grève, refusait semaine après semaine de parler d'autre chose que de la lutte économique des ouvriers pour que le gouvernement renonce à son plan de destruction des retraites. Un des secteurs les plus importants de travailleurs en grève c'étaient les cheminots et les agents de la RATP; quand on discute avec ces travailleurs on peut souvent remarquer un obstacle immédiat qui obscurcit leur niveau de conscience: ils croient que Vigipirate, le plan de terreur raciste de quadrillage systématique des gares et moyens de transports, est là pour les protéger contre le «terrorisme»; c'est ainsi que ces travailleurs se font enchaîner à l'Etat, voyant les flics comme étant de leur côté. Mais LO, qui est bien implantée parmi ces travailleurs, refuse de s'opposer à Vigipirate même sur le papier!

Lutte ouvrière déclare: «Certaines de ces mesures [de Chirac-Raffarin] reflètent l'obéissance directe à des exigences ou des *desiderata* du grand patronat ou des classes privilégiées. D'autres mesures, comme la démagogie sécuritaire, les

Pour contacter la Ligue trotskyste:

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

lois répressives contre les pauvres ou les travailleurs immigrés, sont indifférentes au grand patronat et sont destinées surtout à plaire à l'électorat de droite et d'extrême droite (il est vrai que les deux aspects se recourent souvent)» (*Lutte de Classe*, été 2003). Pour LO les mesures racistes sont donc essentiellement motivées par des questions électorales. C'est pourquoi dans la lutte des classes LO fait d'habitude disparaître ces questions, se contentant dans les grèves d'exhorter les travailleurs à lutter. Les cadres de LO dressent un portrait de nous comme des gens qui font une fixation sur Vigipirate et sont incapables de parler d'autre chose que de cela, tentant ainsi implicitement de justifier leur propre refus de s'opposer à Vigipirate. Mais chercher à mobiliser la classe ouvrière contre la terreur raciste qui vise notamment les jeunes d'origine maghrébine fait partie intégrante de la lutte pour que les travailleurs s'affranchissent politiquement des liens, comme le racisme, qui les enchaînent aux capitalistes.

Lutte ouvrière s'est distinguée pendant plus d'un an du marais pro-Chirac du PCF et de la LCR. Mais ils ont dès la fin des grèves du printemps entamé des pourparlers avec la LCR pour les élections... du printemps 2004. Il y a tout un échange de lettres grotesque entre LO et la LCR. LO commence le 28 juin en critiquant la LCR pour son vote Chirac, déclamant qu'il s'agit là d'une «trahison de vos idées [?] et des nôtres». La LCR lui fait la réponse du berger à la bergère en démasquant fort justement le manque de principes de LO elle-même, faisant remarquer: «comment une organisation communiste, révolutionnaire, prolétarienne pourrait ne serait-ce qu'envisager de mener des campagnes électorales communes avec une organisation composée de "traîtres chiraquiens"?» (*Rouge*, 24 juillet) LO répond le 25 juillet en disant qu'effectivement le vote Chirac de la LCR en 2002 n'est pas un obstacle pour un bloc éventuel («votre attitude à ce moment-là ne nous empêche pas d'envisager une campagne commune»); d'après LO, pour qu'il y ait accord entre les deux organisations la LCR n'est pas obligée de dénoncer son vote pour la droite, mais seulement de ne pas recommencer pendant la période de leur accord électoral! Dans les copieuses lettres que LO et LCR se sont échangées pour tracer un programme commun électoral, il n'y a pas un seul mot contre le racisme, ni contre l'occupation coloniale de l'Irak, ni contre les troupes françaises en Afrique! La volte-face de LO par rapport à la LCR montre maintenant que même l'opposition de LO au vote Chirac n'était pas une question de principe. Sous la pression de la vague massive de grèves, LO a glissé vers un «tous ensemble» avec la LCR pour dévier les luttes de la rue et des usines vers le parlement.

LO et la LCR sont certainement d'accord avec la CNT,

quand celle-ci déclare: «La conscience des travailleurs se construit dans la grève et elle porte en elle sa propre capacité à imposer ses revendications (c'est nous qu'on bosse, qu'on produit, si on arrête... c'est pas au patronat, c'est pas à Matignon... la vraie démocratie elle est ici!)» (*le Combat Syndicaliste*, 17 juillet). Cet argument est entièrement faux, et les grèves récentes l'ont encore prouvé; spontanément les travailleurs n'ont pas dépassé le cadre de la lutte pour repousser l'offensive patronale sur les retraites; à aucun moment cette lutte ne s'est développée vers la compréhension qu'il faut renverser l'ensemble du système capitaliste. Et dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes: lors de la révolution espagnole de 1936-1939 ils sont carrément entrés, de concert avec les staliniens (!), dans le gouvernement bourgeois républicain qui étrangla la révolution.

La compréhension communiste ne peut en effet se baser que sur une profonde connaissance scientifique des rapports économiques et politiques entre les diverses classes sociales et couches sociales, et une telle connaissance, indispensable si l'on veut renverser l'ordre social existant, ne peut pas émerger spontanément de la lutte économique elle-même. Il faut pour cela l'intervention d'un parti révolutionnaire pour imprégner les travailleurs de cette conscience, contre l'idéologie dominante propagée par la classe dominante avec son armée de professeurs et de journalistes et avec ses représentants dans la classe ouvrière. Lénine écrivait:

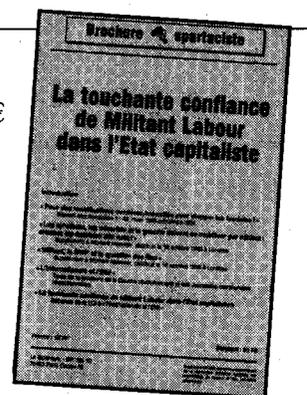
[...] «*Tout* rapetissement de l'idéologie socialiste, *tout éloignement* vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise [...], car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme [syndicalisme], la *Nur-Gewerkschaftlerei*; or, le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie [les révolutionnaires de l'époque], est de *combattre la spontanéité, de détourner* le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire.»

C'est cette perspective qui a guidé notre intervention parmi les grévistes. Nous sommes encore un très petit groupe de propagande et nous avons de nombreux obstacles devant nous dans le mouvement ouvrier: les réformistes du PS et du PCF, mais aussi les pseudo-trotskystes et les «syndicalistes révolutionnaires» et anarchistes. Nous cherchons à construire dans la lutte avec ces groupes le parti qui dirigera la classe ouvrière ici et internationalement à de nouvelles révolutions d'Octobre. Rejoignez-nous! ■

La touchante confiance de la Gauche révolutionnaire dans l'Etat capitaliste

1,50 €

Cette brochure publiée en 1994 oppose notre politique révolutionnaire au réformisme du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO), dirigé par l'organisation britannique Socialist Party (ex-Militant Labour) et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire (GR). Nous reproduisons le texte intégral d'une polémique de la GR, «L'Internationale et l'Etat», à laquelle nous répondons de façon détaillée. Encore récemment le dirigeant principal du CIO, Peter Taaffe, s'est réjoui que «même la police et la gendarmerie se sont joints aux manifestations» lors de la grève générale du 3 juin en Autriche (*Socialism Today*, juillet-août). Pour nous marxistes au contraire les flics ne sont pas des «ouvriers en uniforme», et nous avons protesté contre les cortèges policiers dans les manifestations de mai-juin.



Femmes...

Suite de la page 7

Sluglett, *Iraq Since 1958: From Revolution to Dictatorship* [L'Irak depuis 1958: de la révolution à la dictature], 2001).

Cela n'aurait pas pu avoir lieu sans une aide soviétique massive. Ce genre d'aide gouvernementale soviétique en technologie, financement et puissance militaire, permit à des pays du tiers-monde comme l'Irak de bénéficier d'une certaine marge de manœuvre vis-à-vis des puissances impérialistes. Le résultat de la modernisation de l'Irak fut l'émergence et l'expansion d'une importante classe moyenne et l'urbanisation de presque 70% de la population en 1980. L'accroissement du salariat eut un énorme impact sur le statut des femmes en Irak qui, avec l'Iran, se distinguait des autres Etats du Golfe par l'existence d'une classe ouvrière autochtone.

A la fin des années 1970 et dans les années 1980, des campagnes massives éradiquèrent l'analphabétisme chez les hommes et chez les femmes. L'école devint obligatoire. Un proverbe arabe disait: «On écrit les livres au Caire, on les publie à Beyrouth et on les lit à Bagdad.» L'Irak produisait davantage de docteurs, d'ingénieurs et de scientifiques qu'aucun autre pays du Proche-Orient. Tous les titulaires d'un diplôme universitaire, hommes et femmes, bénéficiaient automatiquement d'un emploi. Par la loi, les femmes avaient des droits égaux en matière d'emploi. Le pourcentage de femmes parmi les salariés dépassait les 40%; dans des professions comme l'enseignement et l'industrie pharmaceutique, il dépassait largement les 50%. Des lois furent promulguées qui permettaient aux femmes de travailler plus près de chez elles, et elles bénéficiaient de la gratuité des transports.

Les soins médicaux et la contraception étaient gratuits, les logements subventionnés. Une femme qui travaillait pouvait prendre un congé de maternité d'un an, six mois à plein traitement et six mois à demi-salaire. On trouvait sur les lieux de travail des crèches gratuites ou fortement subventionnées, et les femmes qui allaitaient leur bébé se voyaient accorder pour ce faire deux heures par jour. La polygamie était illégale. L'Irak avait la première, et probablement l'unique équipe féminine de football de la région. Les sports féminins étaient régulièrement diffusés à la télévision, où les femmes apparaissaient en short et en maillot de bain, un phénomène inconnu dans le reste de la région, sauf en Israël.

Cependant ces acquis, bien que réels, étaient limités aux centres urbains et étaient nécessairement partiels et hautement contradictoires. Plus fondamentalement, leur impact fluctuait avec les nécessités du marché du travail et de l'économie. Par exemple, les huit années de guerre avec l'Iran eurent un énorme impact sur le statut des femmes. Avec des centaines de milliers d'hommes dans les forces armées, les femmes affluèrent en nombre dans le monde du travail. Mais en même temps, le régime interdit l'utilisation des contraceptifs pour forcer les femmes à «produire» davantage de futurs citoyens afin de compenser les pertes en vies humaines pendant la guerre. La fin de la guerre en 1988, la démobilisation des hommes et leur retour dans le monde du travail marquèrent la fin des années fastes pour les femmes irakiennes. L'emploi des femmes se réduisit brutalement.

Le parti bourgeois Baas épousait une idéologie populiste-nationaliste et écrasait toute résistance ouvrière. Son opposition à l'Etat sioniste d'Israël soutenu par les Etats-Unis, et ses efforts pour arracher le contrôle de son industrie pétrolière aux impérialistes se sont accompagnés d'une certaine dose de rhétorique anti-impérialiste creuse. Ainsi, par exem-

ple, le gouvernement irakien avait proclamé son soutien sans faille à la cause palestinienne. Pendant le massacre des Palestiniens par l'armée jordanienne en 1970, resté dans l'histoire sous le nom de Septembre noir, l'Irak s'était engagé à venir en aide aux Palestiniens. Mais il n'en a rien été.

Ce régime, qui se targuait d'être «progressiste», épousait aussi la rhétorique de la libération des femmes. Saddam Hussein appelait à «l'émancipation complète des femmes des liens qui les maintiennent dans le passé» (cité par Doreen Ingrams, *The Awakened: Women in Iraq* [Les éveillées: les femmes en Irak], 1983). Bien qu'on imagine difficilement George W. Bush disant ce genre de choses, Saddam Hussein n'en pensait pas un mot. Le Baas proclama l'islam religion d'Etat en 1969. Les pays du Proche-Orient, Israël y compris, n'ont jamais réalisé l'idéal de la séparation entre la religion établie et l'Etat. Des siècles de déclin sous le pouvoir ottoman ont eu pour effet d'isoler la région des effets de la Réforme et des révolutions bourgeoises européennes qui ont brisé l'emprise des vieux rapports sociaux féodaux. La domination impérialiste qui s'est ensuite imposée a stoppé le développement du Proche-Orient et renforcé l'ordre précapitaliste arriéré qui prévalait. Après l'indépendance, ces pays ont coopté la religion et l'ont incorporée dans l'appareil d'Etat. Sans aucune exception, les pays musulmans de cette région inscrivent dans leur constitution que «la loi islamique est la source principale de toute législation.»

La loi familiale en Irak est largement inspirée du code islamique de la charia. De par la loi, en 1983 encore, une femme ne pouvait hériter que la moitié de la part de son frère ou des autres héritiers mâles (l'application directe du Coran), et elle ne pouvait divorcer d'avec son mari que si ce droit avait été reconnu dans le contrat de mariage avant sa célébration. Tandis que les hommes musulmans peuvent légalement épouser des non-musulmanes, les femmes musulmanes ne peuvent pas en faire autant. L'avortement est illégal. La Fédération générale des femmes irakiennes, l'organisation féminine du parti Baas, défendait la position que l'islam confère «l'égalité des deux sexes». Sa présidente qui était considérée comme la première dame d'Irak, portait le voile.

Même dans les villes, la modernité coexistait avec des survivances des mœurs anciennes. Khairallah Tulfah, l'oncle de Saddam Hussein, qui fut nommé maire de Bagdad peu après l'arrivée au pouvoir des baasistes, est connu à l'Ouest pour un pamphlet arriéré intitulé «Trois choses que Dieu n'aurait pas dû créer: les Perses, les Juifs et les mouches». Les femmes de Bagdad apprirent à redouter sa cohorte de sbires qui fonçaient en public sur les femmes dont ils jugeaient qu'elles montraient une trop grande partie de leurs jambes, pour peindre celles-ci en noir. Finalement, il poussa le bouchon trop loin même pour Saddam Hussein, qui fut obligé de le limoger.

Les femmes et les sanctions de l'ONU

Sous le régime des sanctions, avec un chômage généralisé et la disparition de services publics comme les transports gratuits et les crèches, les femmes ont été ramenées de force à la maison. Avec plus de 50% des écoles détruites et le manque de matériel pédagogique (les ordinateurs et les fournitures scolaires sont interdits en application des sanctions), le taux d'alphabetisation parmi les femmes n'atteint plus que 45%. Beaucoup d'enfants ne sont plus scolarisés; en 1997-1998, par exemple, c'était le cas de 53% des enfants. Et beaucoup d'enfants travaillent pour arrondir les revenus de la famille. Beaucoup d'hommes sont soit morts

pendant les hécatombes militaires de la guerre Iran-Irak et de la guerre du Golfe en 1991, soit ont quitté le pays pour échapper à une situation économique désespérée. Ceci a pour conséquence un nombre élevé de femmes ayant en charge la famille, et donc fait peser sur les femmes une part écrasante du poids des sanctions. 95% des femmes enceintes sont anémiques. Le taux de mortalité pour des accouchements, qui était de 37 pour mille en 1990, a plus que triplé pendant les 18 mois suivants, atteignant 140 pour mille. On estime que 4 à 5 000 enfants meurent chaque mois. Et ça o'était avant que le programme «pétrole contre nourriture» de l'ONU soit suspendu au début de cette année.

Un pays qui importait 75 à 80% de sa nourriture a été contraint d'avoir recours à la production locale, ce qui s'est traduit par une désurbanisation massive d'une part considérable de la population, avec comme conséquences un renforcement des attitudes conservatrices et des restrictions visant les femmes. Nuha Al-Radi, dans *Baghdad Diaries* [Carnets de Bagdad], publié en 2003, raconte qu'une misère et une peur insondables ont conduit la population à un tel désespoir qu'un père, qui n'arrivait plus à subvenir aux besoins de sa famille, leur a fait manger du poisson empoisonné et que tous sont morts en même temps. Elle raconte des histoires de parents qui frappent leurs enfants pour qu'ils soient hospitalisés, parce que l'hôpital était le seul endroit où ils pouvaient être nourris. La population de l'Irak est allée chercher un réconfort dans la religion, ce que Marx appelait «l'opium du peuple».

Dans la dernière décennie, ce pays a connu une montée du sentiment religieux encouragée par le régime. Pour se concilier les forces religieuses réactionnaires locales et régionales, Saddam Hussein s'était lancé dans une frénésie de construction de mosquées, et avait pris l'habitude d'assaisonner ses discours de maximes religieuses. Il avait ajouté la phrase «Dieu est grand» au drapeau national à la veille de la guerre de 1991. Incapable de souder des groupes ethniques rivaux dans une unité nationale, il avait essayé de les rallier sous une bannière religieuse. Les prêcheurs de la prière du vendredi invoquaient les batailles historiques de l'islam et incitaient les croyants à combattre les envahisseurs «infidèles». Les croyances superstitieuses de toutes sortes ont le vent en poupe, et les gens se tournent vers la sorcellerie et l'exorcisme, ou *zar*.

L'essor de la religiosité s'accompagne d'une augmentation des pratiques conservatrices qui visent les femmes. D'après le journal *Al-Hayat* (15 juin 2000), Saddam Hussein avait déclaré que les femmes ne devaient plus travailler hors de chez elles – au motif qu'elles achetaient des robes et des chaussures quand elles le faisaient! Un *mollah* de Bagdad a décrété que la solution à la crise alimentaire était notamment de dire aux petites filles de jeûner un jour sur deux – jusqu'à ce qu'une adolescente s'évanouisse en classe. Dans un pays où le whisky Johnnie Walker était autrefois subventionné par l'Etat, on pousse maintenant les femmes à porter le voile. Saddam Hussein qui déclarait jadis devant le congrès de la Fédération générale des femmes irakiennes que «la polygamie doit être condamnée dans toutes les couches de notre société» avait pris une deuxième femme. La polygamie et les mariages forcés et arrangés, autrefois limités au sud rural, sont aujourd'hui pratique courante dans les centres urbains. Nadje Al-Ali, une historienne irakienne qui enseigne à l'Institute of Arab and Islamic Studies d'Exeter, en Grande-Bretagne, décrit dans «Women, Gender Relations and Sanctions in Iraq» [Femmes, relations entre les sexes et sanctions en Irak] comment ses tantes et cousines, qui n'avaient jamais

porté le *hidjeb* par le passé, étaient maintenant voilées et priaient régulièrement. Et il s'agit là de l'élite instruite.

Ce que l'on appelle les assassinats «d'honneur» de femmes sont en augmentation dans tout le pays. Aux termes d'une loi récente, les hommes qui tuent des parentes pour «actes immoraux» (incluant non seulement des actes sexuels hors mariage ou le fait de tomber enceinte, mais aussi de s'enfuir de son domicile ou même d'être soupçonnée d'un de ces actes) sont considérés comme innocents, puisque les meurtres sont commis pour défendre «l'honneur». En décembre 1991, à la télévision, Saddam Hussein déclarait aux Irakiens: «Si vous voyez une femme ou ses filles flirter dans la rue, ou si vous soupçonnez une mauvaise conduite, vous êtes un avocat du peuple. Vous avez le droit de chasser cette famille du quartier et de confisquer leur maison».

Ce qui rend cette horreur encore plus insupportable, c'est que, comme on pouvait s'y attendre, la prostitution est en augmentation parmi les femmes irakiennes. Donc elles doivent subir non seulement l'avisement de la prostitution mais la menace de meurtre venant de leur propre famille. La plupart des prostituées de Jordanie par exemple sont irakiennes. Quand le gouvernement jordahien s'est plaint de cet état de choses, l'Irak a imposé la présence d'un *mahram* pour les femmes de moins de 45 ans qui voyagent à l'étranger. Un *mahram* est un proche parent de sexe masculin qui joue le rôle de chaperon.

Le Parti communiste d'Irak

L'Irak a été découpé artificiellement par les puissances impérialistes victorieuses dans ce qui restait de l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale. En fait, la France et la Grande-Bretagne, anticipant la déconfiture des Ottomans, avaient négocié un traité secret, l'accord Sykes-Picot, qui délimitait des zones d'influence au Proche-Orient. La Grande-Bretagne obtenait les trois ex-provinces ottomanes qui devaient constituer l'Irak, réunissant au petit bonheur la chance une partie des montagnes du Kurdistan au nord, des morceaux des territoires des Assyriens et des Turcomans et les régions arabophones du sud. Le pays était à 97% musulman, avec 65% de chiites, concentrés au sud et historiquement liés à la Perse voisine (l'Iran).

Le Koweït fut disjoint de la province ottomane de Bassora pour en faire un pays séparé. De la bouche même d'un représentant du ministère britannique de la guerre, l'objectif était «de limiter l'influence de l'Irak dans le Golfe et de le maintenir dans la dépendance de la Grande-Bretagne». Les classes aisées et les dirigeants traditionnels de la société étaient principalement des musulmans sunnites, comme autrefois les dirigeants ottomans. Les Britanniques perpétuèrent cette tradition, faisant des sunnites leurs agents et exacerbant ainsi les tensions ethniques et religieuses. On affubla du titre de roi d'Irak un chef tribal hachémite – qui n'était même pas originaire de la région – porté sur le trône par les troupes de sa majesté. En 1932, l'Irak devint formellement indépendant, mais la Grande-Bretagne continuait à exercer une domination complète sur le pays.

Le programme de la révolution permanente de Trotsky nous apprend que:

«Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et de libération nationale* ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.»

Le Parti communiste irakien (PCI), qui fut jadis le plus grand et le plus prolétarien des partis communistes du monde arabe, était basé sur tous les secteurs de la classe ouvrière. En 1958-1959, il eut probablement la meilleure chance de s'emparer du pouvoir et de renverser le système capitaliste qu'ait jamais eue un parti similaire au Proche-Orient. Pourquoi cette occasion n'a-t-elle pas débouché sur une nouvelle révolution d'Octobre en Irak ? C'est une question cruciale, dont les leçons doivent être assimilées par tous les révolutionnaires qui cherchent à forger des partis authentiquement léninistes au Proche-Orient.

Fondé en 1935, le PCI fut en 1948 la force dominante dans l'insurrection nationale contre la présence des bases militaires britanniques – un exemple du nécessaire rôle dirigeant du prolétariat. Il y eut des mobilisations et des grèves de masse, comme la grève des ouvriers du pétrole de la région d'Hidatha, dirigée par les communistes. La répression qui mit fin à cette grève, montra jusqu'où le gouvernement était prêt à aller pour défendre les intérêts britanniques. Des centaines de communistes furent arrêtés, le dirigeant du PCI Fahd et deux autres membres du bureau politique furent pendus en public. Leurs corps restèrent exposés sur le gibet plusieurs jours, pour l'exemple.

Le PCI parvenait à recruter en transcendant les divisions nationales, religieuses et ethniques, et à traiter la question femmes en Irak. La Ligue pour la défense des femmes, fondée en 1952, avait à son apogée 40 000 adhérentes, et un hebdomadaire communiste pour les femmes, *le 14 juillet*, fut publié entre 1958 et 1963. Au début des années 1950, un tiers de la direction du parti était kurde. Dès sa création, le PCI avait revendiqué le droit à l'indépendance pour les Kurdes. Mais cette position principielle fut abandonnée au milieu des années 1950. Sous la pression du Kremlin, les staliniens de tout le Proche-Orient courtoisaient les régimes nationalistes arabes comme celui de Nasser en Egypte. Le PCI critiqua sa position antérieure «qu'il existe deux groupes nationaux principaux en Irak» et déclara que «le peuple kurde fraternel n'a aucun intérêt qui soit incompatible avec les intérêts des pays arabes.»

Les leçons de 1958

Après la Deuxième Guerre mondiale, le soutien de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour l'Etat sioniste d'Israël contribua à une éruption de nationalisme arabe dans toute la région. En 1956, quand la Grande-Bretagne, la France et Israël envahirent l'Egypte en représailles à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le PCI lança contre le gouvernement une campagne qui déclencha des soulèvements de masse dans les fiefs communistes de Nadjaf et de Hayy. Deux ans plus tard, en juillet 1958, le Mouvement des Officiers libres renversait la monarchie. Apprenant la nouvelle, des centaines de milliers de déshérités de Bagdad descendirent dans la rue pour crier leur joie et leur haine des Britanniques et de la famille royale. Mais le PCI apporta son soutien au gouvernement dirigé par le général de brigade Abd al-Karim Kassem, et appela à «une république fédérale démocratique», avec l'unité des peuples arabes «de toutes les classes». Kassem tenta de s'appuyer sur le PCI pour contrer les nationalistes pan-arabes du corps des officiers ainsi que le parti Baas, qui réclamaient la fusion de l'Irak avec la République arabe unie récemment proclamée par Nasser. La campagne pour l'unité avec l'Egypte était motivée par le désir du Baas et des autres nationalistes arabes d'utiliser l'autorité de Nasser et les lois anticommunistes égyptiennes

pour briser la puissance croissante des communistes.

A Washington et à Londres, les parrains impérialistes étaient très alarmés par la chute du roi et l'agitation révolutionnaire qui s'en était suivie, lesquelles avaient anéanti un des principaux piliers de l'alliance antisoviétique anglo-américaine au Proche-Orient et menaçaient la domination capitaliste elle-même. Des *marines* américains débarquèrent au Liban, et les parachutistes britanniques furent envoyés en Jordanie, ce qui constituait des mesures d'intimidation visant les masses irakiennes.

A la fin de l'été, une insurrection paysanne déferlait sur les plaines agricoles d'Irak; les paysans incendiaient les domaines des propriétaires terriens, détruisaient les livres de comptes et s'emparaient des terres. Les forces de la réaction s'organisaient en toute hâte pour écraser la vague révolutionnaire. En mars 1959, des officiers nationalistes et le Baas, soutenus par les grands propriétaires terriens et les chefs tribaux, se préparèrent à déclencher un coup d'Etat contre-révolutionnaire à partir de la ville de Mossoul. Le PCI fit avorter ce projet en organisant une manifestation de 250 000 personnes, déclenchant ainsi un soulèvement qui balaya les réactionnaires des rues.

Les communistes dominaient les syndicats ouvriers, les organisations paysannes et l'union des étudiants. Mais alors que la question du pouvoir d'Etat prolétarien était posée, tout ce qu'exigeait le PCI, c'était d'être représenté dans le gouvernement capitaliste. Il continuait à soutenir que la tâche était de créer un gouvernement capitaliste irakien indigène, conformément au dogme stalinien de la révolution «par étapes». Des rassemblements monstres, dont certains réunissaient plus d'un million de manifestants, déferlaient sur Bagdad pour appuyer les revendications du PCI. Les unités de l'armée loyales envers le PCI ouvraient les portes des arsenaux et distribuaient des armes.

L'historien marxiste Isaac Deutscher décrit ce qui s'est passé ensuite. Le chef stalinien soviétique, Khrouchtchev, s'apprêtait à rencontrer le chef impérialiste Eisenhower à Camp David. Afin que cette rencontre se passe dans une ambiance plus détendue, il ordonna au PC irakien de jeter l'éponge. Deutscher écrit :

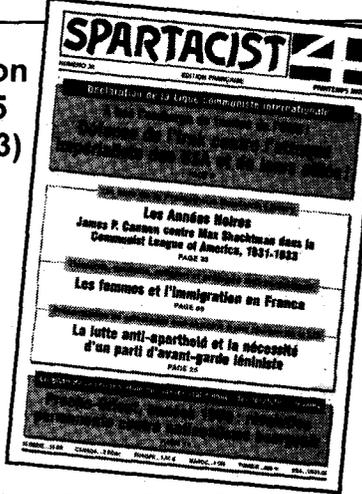
«La plupart des observateurs occidentaux sur le terrain étaient d'accord pour estimer que Kassem pourrait difficilement résister à une offensive générale communiste. Sa propre base était réduite, et il refusait d'essayer de rallier des forces anti-communistes qui étaient intimidées et désorganisées, et que

Spartacist édition française n° 35 (printemps 2003)

(compris dans l'abonnement au *Bolchévik*)

1,50€
(56 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Nasser cherchait à gagner en traitant Kassem de "marionnette communiste".

« Puis, pendant l'été, l'offensive communiste fut soudain annulée – à la demande pressante de Moscou. A Moscou, les rapports sur la montée de la température révolutionnaire en Irak avaient provoqué une vive inquiétude. Krouchtchev rejetait l'idée d'un soulèvement communiste à Bagdad, de peur que cela provoque une intensification des interventions occidentales dans la Méditerranée orientale, mette le Moyen-Orient à feu et à sang, et torpille sa politique de coexistence pacifique. Il faisait déjà des calculs sur ce que pouvait apporter sa visite à Washington, et voulait absolument apporter des preuves de "bonne volonté" soviétique au Moyen-Orient.

« A Moscou, on rédigea un réquisitoire contre les dirigeants communistes irakiens et on ordonna au parti irakien non seulement de se réconcilier avec Kassem, mais de capituler sans condition devant lui, avec seulement le minimum de ménagements pour ne pas perdre complètement la face. »

Kassem et les nationalistes anticommunistes passèrent alors à l'offensive. Des affrontements sanglants opposaient les bandes baasistes et les communistes à Bagdad; les dirigeants syndicaux communistes étaient assassinés, destitués ou raflés par la police. A Kirkouk, la section locale du PC, en grande partie composée de Kurdes, transforma un début de révolte en massacre contre les Turcomans, qui étaient nombreux parmi l'élite commerciale de la ville. Le massacre de Kirkouk fut utilisé par Kassem comme prétexte pour réprimer le Parti communiste.

Cette tentative pour arriver à un accord avec la classe dirigeante ne valut aux communistes aucune faveur – elle ne fit que fournir à la classe dirigeante le répit nécessaire pour rassembler ses forces. Quand le Baas accéda brièvement au pouvoir en 1963, à l'occasion d'un coup d'Etat soutenu par la CIA, il déclencha une orgie contre-révolutionnaire. Avec l'aide de la CIA, environ 5 000 communistes furent tués et des milliers d'autres emprisonnés. Après le retour des baasistes au pouvoir, en 1968, ils continuèrent ce qu'ils avaient commencé – faisant passer devant les tribunaux Juifs, communistes et opposants et en dévastant les régions kurdes.

L'intervention d'un parti trotskyste, même relativement petit, aurait pu scissionner les organisations communistes, en arrachant des ouvriers et des intellectuels subjectivement révolutionnaires à leurs dirigeants traîtres staliniens. C'est la voie pour forger d'authentiques partis d'avant-garde léninistes dans cette région. Un tel parti doit inscrire sur son drapeau le programme de la révolution permanente, et l'opposition intransigeante à toutes les formes d'oppression – des femmes, des minorités nationales, ethniques et religieuses, ainsi que des homosexuels, entre autres.

Aujourd'hui, la guerre met une fois encore au premier plan la question du Kurdistan. La défense du droit à l'autodétermination pour le peuple kurde est une obligation cruciale pour ceux qui se veulent communistes en Turquie et en Irak, ainsi qu'en Iran et en Syrie. Les classes ouvrières du Proche-Orient doivent être gagnées à une perspective de soutien aux droits nationaux des Kurdes, de défense des organisations kurdes contre la terreur d'Etat et d'affirmation des droits égaux pour la langue kurde. C'est seulement en combattant toutes les manifestations de chauvinisme turc et irakien et d'oppression nationale qu'on pourra ouvrir la voie à une lutte commune des travailleurs contre leurs oppresseurs capitalistes communs. Les droits du peuple kurde ne peuvent être garantis que par des révolutions socialistes prolétariennes écrasant les Etats capitalistes qui les oppriment – la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Pour y parvenir, il est nécessaire de

construire des partis léninistes-trotskystes qui uniront les travailleurs de différentes origines nationales et ethniques. De tels partis inscriront sur leur drapeau la revendication d'une République socialiste du Kurdistan unifié, partie intégrante d'une fédération socialiste du Proche-Orient.

La montée de l'islam politique

La trahison de la révolution socialiste, comme en Irak en 1958-1959, est la toile de fond de la montée de l'intégrisme islamique en tant que mouvement de masse au cours des deux dernières décennies. Avec la faillite des gouvernements nationalistes, et en l'absence d'une alternative communiste viable, l'islam politique se nourrit du désespoir et de la colère des masses. Le fondamentalisme islamique se présente comme une force anti-impérialiste, comme le sauveur face à la misère des masses, et comme le promoteur de la justice sociale qui défend la « parole de dieu » et la loi islamique.

L'impérialisme a cherché à noyer dans le sang tous les mouvements d'émancipation qui voulaient briser les chaînes séculaires de la tradition et de l'exploitation des propriétaires terriens et des capitalistes. Dans ce but, la religion institutionnalisée a été un de ses principaux instruments, et les droits des femmes une de ses principales victimes. John Foster Dulles, l'archétype du croisé de guerre froide – qui était secrétaire d'Etat américain en 1958, au moment de la révolution irakienne – avait auparavant enjoint l'impérialisme US à faire cause commune avec les « religions de l'Orient » contre « l'athéisme et le matérialisme communistes ».

Il y a beaucoup d'exemples de cette attitude, mais le plus frappant est probablement l'Afghanistan. En 1979, une guerre civile avait éclaté entre le régime modernisateur de Kaboul et les *moudjahidins* tribalistes. Le conflit avait éclaté autour de la décision du gouvernement d'introduire des réformes relativement mineures – comme réduire le prix de l'épousée, sans même l'abolir. Pour protéger ses frontières de la menace intégriste, l'Union soviétique envoya l'Armée rouge défendre Kaboul. Quelles qu'aient été les motivations du Kremlin, la présence de l'Armée rouge défendait les droits des femmes d'Afghanistan. Ceux qui s'opposaient à elle, les *moudjahidins*, abattaient les institutrices parce qu'elles apprenaient à lire aux petites filles, et jetaient du vitriol au visage des femmes dévoilées. Et à leurs côtés étaient les Etats-Unis, qui les armèrent et les financèrent dans le cadre de ce qui a été la plus importante opération de toute l'histoire de la CIA.

Nous disions « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples d'Afghanistan ! » Quels étaient ces acquis ? Juste de l'autre côté de la frontière, l'Asie centrale avait été jadis exactement semblable à l'Afghanistan – un endroit misérablement arriéré, désolé et sous l'emprise de la religion. Mais dans les années 1920, la puissance soviétique arriva en Asie centrale. Certes, même le plus puissant des gouvernements ne peut pas décréter le progrès social – il faut le construire. En 50 ans, l'Asie centrale soviétique avait avancé de dix siècles, parce que cette région tribale arriérée avait été transformée par une économie socialisée et planifiée.

C'est intéressant de s'arrêter un moment là et de développer sur la question de l'Afghanistan, et du foulard ici qui est un des sujets sur lesquels nous entendons le plus de remarques dans les manifestations. Nous avons déclaré dès le début, c'est-à-dire dès 1989, qu'en France, dans ce pays gangrené par le chauvinisme et la terreur raciste, l'exclusion des filles portant le foulard ne peut représenter qu'un acte de discrimination raciale. A la même époque nous saluions,



Femme en armes à Kaboul dans les années 1980. Nous avions salué l'Armée rouge en Afghanistan, pendant que l'« extrême gauche » française prenait part à la campagne de guerre froide antisoviétique.

comme je l'ai expliqué, l'Armée rouge en Afghanistan. Y avait-il une contradiction dans nos positions? Non. Dans les deux cas, nous défendions les intérêts des femmes et de la classe ouvrière internationale. Avec les opposants, la question se pose à l'envers: LO comparait l'Armée rouge en Afghanistan avec l'intervention américaine au Vietnam, et ici ils intervenaient activement pour l'exclusion des filles voilées de l'école. LO a-t-elle une contradiction? Non, les deux fois, elle était du côté de sa bourgeoisie.

L'économie planifiée est une force formidable pour le changement révolutionnaire. Parce que sa dynamique centrale est de maximiser le travail socialement productif de tous les citoyens, les femmes constituent une partie nécessaire de la force de travail. Staline – qui n'était pas un champion de la libération des femmes – ne voyait cependant aucune raison de ne pas incorporer les femmes dans l'industrie. Les premiers plans quinquennaux, qui transformèrent le pays largement paysan qu'était l'URSS en puissance industrielle, mobilisèrent les femmes en masse, et n'auraient pas pu réussir sans elles. Au contraire, sous le capitalisme la production de biens pour le marché, l'exploitation du travail pour le profit, pousse le capitaliste à ne pas embaucher du tout de femmes, ou de les embaucher à un salaire inférieur – parce que, par exemple, elles peuvent être plus coûteuses à former et qu'elles ont tendance à quitter leur emploi pour se marier ou pour avoir des enfants.

Libération des femmes par la révolution socialiste

A leur arrivée au pouvoir en 1917, les bolchéviks mirent en pratique un certain nombre de mesures cruciales pour commencer la libération des femmes. Ils firent du mariage et du divorce de simples actes d'état civil, entièrement indépendants de l'Eglise orthodoxe russe réactionnaire, dans le cadre d'un décret rapidement promulgué qui donnait aux femmes des droits égaux à ceux des hommes. Dans la mesure où la pauvreté du pays ne l'empêchait pas, ils établirent des cuisines, des laveries et des crèches communales pour libérer les femmes de l'abrutissement des tâches ménagères – des mesures qui visaient à intégrer les femmes dans le monde du travail et dans la vie politique, et à jeter les bases du remplacement de la famille par des alternatives socialisées.

Ils abolirent toutes les lois concernant les relations sexuelles librement consenties (les lois contre la sodomie, la

fornication, l'homosexualité), parce qu'ils pensaient que l'Etat n'avait pas à interférer dans les affaires sexuelles privées. En 1919, le Parti communiste créa le Département des femmes travailleuses et des femmes paysannes, ou *Jenotdel*, pour organiser un travail spécifique parmi les femmes, dont la construction de plus de 20 000 écoles d'alphabetisation, et dont les activistes mettaient le voile pour pouvoir toucher les femmes de l'Orient musulman.

Les acquis dont bénéficiaient les femmes en Union soviétique étaient une des raisons pour lesquelles les trotskystes étaient pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre les menaces impérialistes et la contre-révolution intérieure. Staline remit en cause beaucoup d'acquis des femmes – par exemple, l'avortement fut rendu illégal en 1936 – mais l'énorme puissance de l'économie planifiée demeurait, aussi déformée qu'elle ait été par la bureaucratie stalinienne.

Aujourd'hui en Irak, la tâche est de mobiliser pleinement les ouvriers et les masses laborieuses contre l'impérialisme américain. Un parti léniniste-trotskyiste en Irak, aujourd'hui, chercherait à combiner la lutte pour l'indépendance nationale contre les Etats-Unis avec une révolution sociale contre les capitalistes et les propriétaires terriens irakiens.

Trotsky insistait que « le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale. » Aujourd'hui au Proche-Orient, la lutte contre l'impérialisme ne peut pas se résoudre dans les limites d'un seul pays. La justice pour le peuple palestinien, l'émancipation nationale pour les Kurdes, la libération du voile et de la loi islamique pour les femmes, nécessitent de balayer les régimes capitalistes, de l'Iran à l'Egypte, et d'établir une fédération socialiste du Proche-Orient.

Ces luttes doivent être liées au combat pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés d'Europe, d'Amérique du Nord, et au Japon. Dans tous les centres impérialistes, les travailleurs immigrés et leurs enfants représentent un pont vivant avec les ex-colonies, et le lien entre les immigrés opprimés et la puissance du prolétariat tout entier. Le combat contre la guerre et pour la libération des travailleurs et des opprimés nécessite un instrument révolutionnaire de lutte, un parti trotskyste internationaliste, pour mener les travailleurs au pouvoir et arracher les moyens de production des mains des bourgeoisies impérialistes. Il nous faut une économie planifiée internationale dans un monde socialiste. Nous, la Ligue communiste internationale, sommes dédiés à cette tâche.

Une fois n'est pas coutume. Je voudrais terminer ma présentation avec un poème sur les femmes de l'Asie centrale soviétique, écrit par un poète ouzbek dans les années 1920.

*Lève ton voile,
Montre à tous la beauté de tes traits
Brise tes chaînes
Rejette-les et rejette le pouvoir qu'elles ont sur toi
Avec le pouvoir du savoir, tue l'ignorance
Que la joie fasse fleurir ton visage
Belle rose vermeille
Au poison d'esclavage de mensonge des mollahs
Oppose la passion de ta parole claire
Fais de honte et de fureur
Noircir leur front
Pour ceux qui méprisent la femme
Sois une flèche dangereuse
A la place du fard
Que le savoir brille dans tes yeux
Ornement sans égal
Dans le Palais des sciences et des arts.*

Antisémitisme...

Suite de la page 2

Gabriel L. nous écrit de Munich. En Allemagne la bourgeoisie utilise l'idéologie de la «culpabilité collective», prétendant que tous les Allemands étaient soi-disant coupables du génocide nazi des Juifs, afin d'exonérer les véritables coupables, c'est-à-dire la bourgeoisie allemande elle-même qui avait mis les nazis au pouvoir pour écraser la classe ouvrière allemande et attaquer l'Union soviétique. Le gouvernement SPD/Verts fait campagne sur la «culpabilité collective» pour justifier aujourd'hui le renouveau du militarisme allemand, en prétendant que cette fois-ci si la Bundeswehr envahit d'autres pays c'est pour empêcher de nouveaux génocides ou actions terroristes criminelles: pour la première fois depuis 1945 le gouvernement Schröder a commencé à envoyer des troupes à l'étranger, dans les Balkans et en Afghanistan. Les troupes de choc de cette campagne idéologique en Allemagne sont les «antinationaux», des nervis pro-sionistes qui disposent de financements gouvernementaux et qui provoquent et attaquent les manifestations et les groupes défendant les Palestiniens, les groupes antiguerre comme ATTAC, et les militants de gauche. Nos camarades allemands se sont fait attaquer physiquement à Berlin par cette racaille, parce que nous défendons les Palestiniens. Parmi les «antinationaux» il y a la revue *Bahamas*, qui présente le peuple palestinien comme l'incarnation de l'antisémitisme hitlérien parce qu'ils se défendent contre la terreur sioniste. Le marais social-démocrate de Munich est infesté d'«antinationaux».

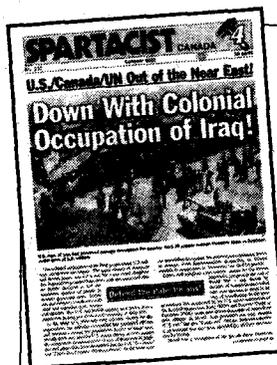
En France, c'est l'Etat bourgeois français qui est la première source de l'antisémitisme; il vient d'ailleurs de rendre sa pension de haut fonctionnaire méritant à Papon, qui avait organisé la déportation dans les camps de la mort nazis de deux mille Juifs bordelais, avant de sévir en Algérie pendant la guerre de libération nationale contre le colonialisme français; Papon était préfet de police à Paris en octobre 1961 quand les flics y tuèrent des centaines d'Algériens. Alors quand l'Etat français se lance dans une campagne «contre l'antisémitisme», d'abord sous le gouvernement PS-PC-Verts de Jospin, puis maintenant avec Chirac-Sarkozy, c'est uniquement afin de donner un vernis soi-disant antiraciste à sa propre terreur raciste dans les cités-ghettos du pays contre les jeunes d'origine maghrébine, tous qualifiés péle-mêle d'«antisémites», ou soupçonnés quotidiennement de «terrorisme islamique» avec le quadrillage policier du plan Vigipirate. La bourgeoisie emplit à craquer les prisons avec ces jeunes qu'elle voit comme une «classe dangereuse» car elle n'a que la misère et le chômage à leur offrir.

Mais les sionistes ne se contentent pas de compter avec joie les coups portés à ces jeunes (Roger Cukierman, dirigeant de la communauté juive en France, s'était même réjoui de l'ampleur du vote Le Pen en avril 2002). Des nervis attaquent des passants maghrébains au passage des parades sionistes dans les rues de Paris, comme le 7 avril 2002. Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, autrefois associé au PCF) a mené une enquête approfondie sur quelques-uns des

pires sites internet racistes anti-Maghrébains («SOS-racaille», etc.), où des fascistes français appelaient ouvertement au meurtre raciste. Le MRAP a soigneusement documenté les liens entre ceux qui géraient ces sites et les sionistes d'extrême-droite de la Ligue de défense juive.

La campagne «anti-antisémite» vise aussi la gauche: le même Cukierman a fait en janvier dernier l'amalgame entre les fascistes et l'«extrême gauche» française - sur quoi Lutte ouvrière s'est promptement aplatie en publiant une déclaration spéciale qu'ils sont «pour l'existence d'un Etat palestinien et nous ne sommes pas pour la destruction de l'Etat d'Israël» (*Lutte Ouvrière*, 31 janvier). Nous marxistes nous sommes au contraire pour la destruction de *tous* les Etats bourgeois. L'Etat capitaliste sioniste n'a pour but que d'exploiter les travailleurs de langue hébraïque et d'écraser les Palestiniens; le chauvinisme anti-Palestiniens est un mécanisme essentiel pour lier la classe ouvrière de langue hébraïque à sa propre bourgeoisie sioniste. Nous luttons pour mobiliser le prolétariat de langue hébraïque, et les ouvriers du monde entier, en défense du peuple palestinien. Nous défendons les droits nationaux des Palestiniens, mais nous défendons aussi les droits nationaux du peuple de langue hébraïque. La seule solution juste pour ces peuples interpénétrés c'est une fédération socialiste du Proche-Orient, qui exige la destruction de l'Etat sioniste par les travailleurs de langue hébraïque, palestiniens et immigrés, et de tous les Etats bourgeois dans la région, de l'Iran à l'Irak et à l'Egypte par des révolutions ouvrières. **A bas les dirigeants sionistes, les cheiks et raïs, les mollahs et colonels! Troupes impérialistes hors d'Irak!**

Il y a ici une sainte alliance de fait entre l'Etat français, les fascistes et les sionistes dans une terreur raciste systématique contre la population d'origine arabe et berbère (avec une mini-contribution de Gabriel L. à cette campagne), au point que certains Maghrébains voient une réflexion de leur propre oppression ici, dans celle des Palestiniens là-bas. Nous disons: **A bas Vigipirate! A bas la campagne raciste anti-Maghrébains!** Pour éradiquer la pourriture du racisme et de l'antisémitisme, qui sont inhérents au capitalisme, il faut renverser tout ce système une bonne fois pour toutes. Nous luttons pour construire le parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui dirigera les travailleurs et les opprimés à la victoire dans le monde entier. ■



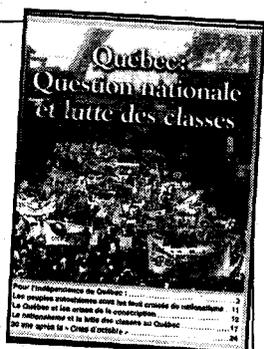
Journal en anglais de la
Trotskyist League/
Ligue trotskyste
du Canada

3€ ou 3\$ pour 4 numéros
(hors Canada : \$8 ou 6€)

Commande en France au *Bolchévik* ou au Canada à l'adresse ci-dessous

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada
tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com



Collection d'articles
sur la question
nationale
au Québec

1€ / 1\$
(32 pages)

Anarchisme...

Suite de la page 4

lutter pour le pouvoir prolétarien, ils ont ainsi condamné la révolution, conduisant à la victoire de Franco.

L'incapacité des anarchistes à prendre fait et cause pour le peuple opprimé du Maroc espagnol contre ses maîtres coloniaux fut particulièrement traître. Le gouvernement républicain, auquel la CNT participait, refusa d'accorder l'indépendance au Maroc. Loin de s'opposer à cela, les porte-parole anarchistes se firent l'écho d'un nationalisme grossier et des sentiments patriotiques contre le peuple marocain. Une campagne intransigeante pour l'indépendance du Maroc aurait sapé une base de soutien des franquistes et porté également un coup aux colonialistes français et britanniques. Il s'avéra que cette loyauté chauvine envers l'opresseur impérialiste contribua à la défaite de la révolution.

Les éventuels éléments de gauche parmi les anarchistes d'aujourd'hui, dépourvus d'un programme qui exprime les intérêts indépendants de la classe ouvrière, finissent par se tenir à l'écart quand les plus grands impérialistes sur la planète font pleuvoir la mort et la destruction sur les masses laborieuses du « tiers-monde ». Notre appel à défendre l'Irak contre l'impérialisme vise avant tout la classe ouvrière ici, dans ce pays, que nous cherchons à rassembler dans une lutte de classe contre les fauteurs de guerre impérialistes. Comme le dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky l'expliquait en 1938 dans le document fondateur de la Quatrième Internationale, « En aidant une guerre juste et progressiste, le prolétariat révolutionnaire conquiert les sympathies des travailleurs des colonies »; en même temps, cela renforce la capacité de lutte pour le renversement des maîtres impérialistes.

Pour l'internationalisme révolutionnaire prolétarien !

L'indifférence anarchiste envers l'oppression nationale se manifeste aussi au Canada dans l'opposition de groupes comme la NEFAC à l'indépendance du Québec. La classe ouvrière de ce pays est profondément divisée suivant des lignes de fracture nationales, le résultat de plus de deux siècles d'asservissement des Québécois francophones par la classe dirigeante anglophone dominante. Ceci sert depuis longtemps à saper la lutte prolétarienne contre le capitalisme. A leur manière, les manifestations antiguerre du 15 février reflétaient cette profonde division nationale. Tandis qu'au Canada anglais les manifestations étaient inondées de drapeaux à la feuille d'érable [drapeau du Canada], le drapeau fleurdelisé [drapeau du Québec] était omniprésent dans la grande manifestation de Montréal, avec une importante participation syndicale. Tout à l'opposé des anarchistes (et du reste de la gauche), la Ligue trotskyste a fait clairement ressortir l'appel pour l'indépendance du Québec dans les manifestations antiguerre. C'est crucial pour se démarquer du chauvinisme anglophone dominant, et plus généralement pour ôter la question nationale de l'ordre du jour, déblayant ainsi la voie pour la lutte de classe à la fois contre la bourgeoisie canadienne anglaise et contre la bourgeoisie québécoise.

Notre combat pour la lutte de classe contre la classe dirigeante de ce pays vise à aller à l'encontre du nationalisme du « bon Canada » des capitalistes, en faisant prendre conscience aux travailleurs qu'eux seuls ont la puissance sociale nécessaire pour en finir avec le système impérialiste par la révolution ouvrière. Cette perspective requiert de rompre de façon

décisive avec les sociaux-démocrates du NDP et les dirigeants syndicaux traîtres. Ceux-ci, loin de représenter un pas partiel vers le socialisme, sont un *obstacle* qui maintient les travailleurs enchaînés à leurs propres exploités.

C'est la classe ouvrière – hommes et femmes, immigrés et nés ici, Canadiens anglais et Québécois – qui fait tourner les rouages de cette société. La « guerre contre le terrorisme » des capitalistes a massivement accru les pouvoirs de répression de l'Etat contre les immigrés et les réfugiés. Dans un avenir assez proche, tout ceci vise la classe ouvrière et ses organisations. Déjà, les nouvelles mesures de « sécurité » soumettent les travailleurs des ports à une surveillance accrue et à une répression antisyndicale. L'intérêt direct de la classe ouvrière, avec son importante et stratégique composante immigrée, est de s'opposer dans tous les domaines aux exactions du pouvoir capitaliste, de la guerre contre l'Irak à la guerre contre les travailleurs et les immigrés dans ce pays.

Il y a beaucoup de colère parmi les travailleurs, à la fois à cause des attaques incessantes contre l'emploi et les programmes sociaux, et contre la guerre qui s'annonce. Lors d'une manifestation syndicale contre les coupes sombres dans les soins médicaux qui a rassemblé 2 000 personnes le 1^{er} mars à Vancouver, des membres du Hospital Employee Union [syndicat des travailleurs hospitaliers], qui compte dans ses rangs de nombreux immigrés, se sont arraché notre journal où figurait en bonne place un article sur les luttes ouvrières en Italie contre la guerre. L'impact de la puissance sociale collective du mouvement ouvrier, mobilisé dans des grèves en opposition politique à cette guerre, serait immense. Une telle opposition à l'impérialisme, basée sur une perspective anticapitaliste, modifierait profondément le paysage politique en faveur des travailleurs et des opprimés.

Les groupes de gauche réformistes, comme les IS, mettent fièrement en avant le rôle qu'ils jouent pour construire l'« unité » large du mouvement antiguerre. James Burnham, un dirigeant du Workers Party qui était alors l'organisation trotskyste américaine, argumentait en 1936 dans sa brochure « La guerre et les travailleurs » :

« De supposer donc que les révolutionnaires puissent sortir un « programme contre la guerre » en commun avec des non-révolutionnaires est une illusion fatale. Toute organisation se basant sur un tel programme n'est pas seulement impuissante à empêcher la guerre; en pratique, elle agit pour promouvoir la guerre, à la fois parce qu'elle sert à sa façon à maintenir le système qui engendre la guerre, et parce qu'elle dévie l'attention de ses membres du combat réel contre la guerre. Il n'y a qu'un *seul* programme contre la guerre: le programme *pour* la révolution – le programme du parti révolutionnaire des ouvriers. »

Pour que la vague actuelle d'opposition à la guerre ne soit pas gaspillée dans un mouvement « antiguerre » qui, au mieux, maintiendra le *statu quo* impérialiste raciste, elle doit être dirigée contre les exploités capitalistes. Notre objectif est de construire un parti ouvrier révolutionnaire qui fusionnera l'opposition ouvrière à la guerre et le mécontentement qui couve par rapport aux attaques incessantes des capitalistes contre les travailleurs, les immigrés et tous les opprimés. Alors que les rivalités entre les puissances impérialistes s'intensifient avec une rapidité terrifiante, de futures guerres de grande ampleur se dessinent à l'horizon, des guerres qui impliqueront toutes les puissances impérialistes et feront peser la menace d'un holocauste nucléaire. Seule une révolution socialiste mondiale peut sauver l'humanité de cette barbarie. ■

Bolshevik Tendency...

Suite de la page 10

BT a déclaré que nous tournions le dos aux syndicats et a dénigré ce travail en le qualifiant de «travail associatif».

Aux Etats-Unis où le racisme contre les Noirs a toujours été au service de la réaction, et où la combativité noire a toujours été considérée comme profondément subversive, la lutte pour mobiliser la classe ouvrière multiraciale en défense des masses noires opprimées est la clé de la révolution socialiste. Fort heureusement, les ouvriers et les jeunes noirs de Washington, les travailleurs noirs des docks et des chantiers navals des sections syndicales du Sud, n'ont pas partagé le dédain de la BT pour notre mobilisation contre le KKK. Il n'y a que les gens pour qui «classe ouvrière» veut dire aristocratie ouvrière, qui puissent voir notre mobilisation pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le «diviser pour régner» raciste des capitalistes et de ses troupes de choc fascistes comme autre chose que la lutte pour la survie des syndicats en tant qu'instruments de la défense élémentaire du prolétariat.

Les ordures ne marchent pas toutes seules

Dans notre dernier article «BT Doth Whine Too Much» [la BT gémit trop] (*Workers Vanguard* n° 806, 4 juillet), nous avons publié des extraits de la lettre de la BT nous accusant d'avoir «grossièrement» déformé leur position sur les Kurdes; en réponse, nous avons démontré que la BT s'opposait à l'indépendance des Kurdes, essentiellement en citant les propres mots du journal de la BT, 1917. Mais le véritable objet de la lettre de la BT, c'était son post-scriptum, c'était d'accuser calomnieusement la SL/U.S., et le camarade Robertson en particulier, d'être «chauvin». Le tract que la BT a mis dans les mains des nervis du SWP à «Marxism» insinue que le fait que nous n'ayons «fait aucun commentaire sur ce post-scriptum» est la preuve que nous «acceptons implicitement» leur accusation calomnieuse de «chauvinisme vulgaire». Ce dont nous sommes coupables, c'est de stupide naïveté. Comme nous l'avons écrit dans une déclaration de la rédaction (voir page 9): «Nous avons coupé le "P.S." parce que c'était un mensonge méprisable, mais ce faisant, nous sommes tombés dans le piège de la BT et avons laissé supposer, avec notre silence évasif, que nous étions coupables.» Nous avons répondu à la lettre de la BT comme s'il s'agissait d'une discussion politique légitime dans le mouvement ouvrier, et comme si le but de cette lettre avait effectivement quelque chose à voir avec l'oppression du peuple kurde. Nous nous sommes fait avoir. Nous aurions dû être plus malins, nous sommes plus malins que ça.

La BT n'est pas le genre d'organisation qui se préoccupe de confronter les opinions politiques pour élever le niveau de conscience des ouvriers et de la jeunesse radicalisée. Ça n'a jamais été sa préoccupation. Ceux qui ont fondé la BT ont tous quitté notre organisation individuellement, juste au début de la deuxième guerre froide contre l'URSS dans les années 1980 quand il est devenu plus difficile d'être un «rouge» qu'à l'époque de la «Nouvelle Gauche» et du mouvement contre la guerre du Vietnam, époque où la plupart d'entre eux avaient adhéré. Quelques années plus tard, cette bande éclectique de couards politiques s'est réunie pour essayer de concocter une justification politique à leur manque de tripes et ont prétendu qu'ils avaient été «purgés»

pour leurs divergences politiques. Mais ils ne pouvaient pas citer un seul mot, un seul document, pour le prouver – ils n'avaient que leurs minables lettres de démission.

Leurs appétits politiques, droitiers en général et subissant généralement l'influence des milieux intellectuels petits-bourgeois dont ils font généralement partie, devraient normalement les conduire ailleurs, mais la BT a surtout été, depuis qu'elle existe, bizarrement obsédée par notre organisation. Et elle a toujours régulièrement monté des provocations contre nous justement quand d'autres forces politiques – allant des réformistes aux agences de la bourgeoisie – sont en train de nous attaquer. En 1983 par exemple, la BT, qui s'appelait alors External Tendency (ET – Tendance externe), a lancé une campagne internationale nous accusant d'être «violents» et a menti en prétendant que nous avions attaqué physiquement un de ses membres. Nous étions à l'époque engagés dans une bataille très sérieuse devant les tribunaux contre le FBI qui nous avait classés parmi les organisations «violentes». Et voilà justement qu'un groupe d'ex-membres hurlait que nous étions «violents». Quels intérêts cela servait-il?

En 1985, ils ont publié un article très imaginaire de journalisme rampant, intitulé «La route de Jimstown», prétendant que notre parti était un «culte d'obédience» et racontant un tas de mensonges, parlant de corruption et même pire. Et en 1995, ces calomnies contre nous ont été citées par le *Wall Street Journal* lui-même, ce porte parole de la bourgeoisie américaine! C'était dans le but de nuire à notre campagne en défense de Mumia Abu Jamal – condamné à mort et sur le point d'être exécuté – campagne qui rencontrait de plus en plus de soutien nationale et internationalement. Pour pouvoir décrire Abu Jamal comme un «tueur de flic» dépravé, le *Wall Street Journal* (16 juin 1995) s'est fait un plaisir de reprendre les calomnies de la BT pour affirmer que le Partisan Defense Committee, la principale organisation qui se battait pour que d'autres aussi reprennent la défense de Mumia, était associé à un «culte» d'illuminés. Comme nous l'avons écrit il y a presque 20 ans: «Ceux dont le programme politique est guidé par une malveillance objective intense offrent en puissance leurs services à quelqu'un, qu'ils le veulent ou non (et quelquefois les deux).» («ET, New Name, Same Game?» [ET, nouveau nom, même jeu?], *Workers Vanguard* n° 388, 4 octobre 1985).

Quand Bill Logan a été adopté comme dirigeant adulé par la BT en 1990, cela a ajouté une nouvelle dimension à l'obsession de la BT qui veut avoir notre peau par tous les moyens. Logan a été exclu de notre tendance lors de notre première conférence internationale en 1979, après une enquête approfondie par une commission de contrôle internationale, et un jury qui a conclu qu'il était un sociopathe tordu qui manipulait les camarades dans les moindres détails de leur vie privée pour ses propres objectifs de pouvoir et sa propre satisfaction. C'est le comité central de la Spartacist League d'Australie et de Nouvelle-Zélande qui avait porté ces accusations contre Logan. Les documents sur le régime de Logan en Grande-Bretagne avaient déclenché un torrent de témoignages douloureux de nos camarades, des jeunes pour la plupart, de la section australienne dont Logan avait été le secrétaire national pendant des années. Comme Reuben Samuels, qui avait été envoyé en Australie par l'internationale à l'époque, le racontait dans un document récent:

«En Australie, Logan exploitait l'inexpérience [des camarades] et leur dévouement profond à notre programme pour

créer un culte de la personnalité basé sur les intrigues malveillantes et la manipulation des détails les plus privés de la vie des camarades. La "loyauté" c'était la loyauté au dernier caprice du "secrétaire général". Il décidait avec qui tel camarade devait former un couple. Les enfants étaient considérés comme des calamités et l'avortement était devenu un devoir de membre du parti, de sorte qu'une camarade qui avait un bébé est devenue suicidaire.»

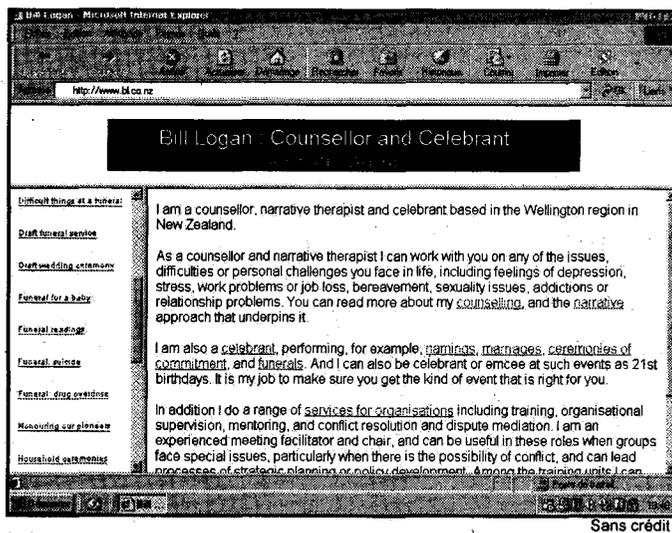
Logan a été exclu pour crimes «contre la moralité communiste et son corollaire élémentaire de décence humaine». La motion a été votée à l'unanimité des délégués à notre conférence internationale (dont faisaient d'ailleurs partie certains des gens qui ont par la suite fondé la BT). Elle concluait que Logan «ne peut pas et n'aurait jamais dû être membre d'une organisation ouvrière». Pour protéger le mouvement ouvrier, nous avons, chose inhabituelle de notre part, rendu publics nos bulletins internes documentant le cas Logan et nous nous sommes efforcés de les rendre accessibles dans les principales bibliothèques d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

Un morveux vraiment malade

Onze ans plus tard, la BT adoptait Logan dans ses rangs. Mais à la différence de la famille royale d'Arabie saoudite qui s'est contentée de donner l'asile à Idi Amin, le dictateur viré d'Ouganda, la BT a fait de Logan son *luder maximo* et s'est transformée en tendance «internationale». Et voilà que maintenant la BT se saisit de quelque chose que Jim Robertson a dit *il y a 25 ans*, qui n'avait jamais rencontré d'objection de la part de plusieurs membres de la BT qui étaient alors dans notre organisation, et qui figure dans les bulletins rendus publics. Aujourd'hui la BT déforme ces mots pour pouvoir faire son accusation calomnieuse de «chauvinisme vulgaire» et mettre ses mensonges au service d'organisations réformistes plus importantes (et qui sait à qui d'autre encore?).

Il est remarquable que le post-scriptum à la lettre de la BT en date du 12 juin adressée à *Workers Vanguard* et citée dans le tract qui a servi de munition au SWP à «Marxism» ne mentionne pas du tout Logan. Ils n'arrivent pas à reconnaître que la citation du camarade Robertson qu'ils utilisent et défigurent totalement, vient d'un bulletin intitulé «On the Logan Regime Part 1» [Sur le régime Logan, première partie]. Pourquoi? Pourquoi Logan est-il devenu un espace vide comme sur les photos truquées? Qu'est-ce que la BT a à cacher?

Le site web de Logan (*bl.co.nz*) fournit peut-être des réponses. Logan y offre ses services comme «conseiller, thérapeute narratif et ministre officiant». Ce type qui a forcé une jeune femme à avorter, et qui après son refus, l'a forcée à donner son enfant en adoption, propose maintenant des textes à utiliser pour des enterrements de bébés. Ce type qui a singé les attitudes de l'empire britannique décadent pour jouer sur les insécurités et l'oppression intériorisée des jeunes ouvriers, des femmes et de ceux qui venaient des «colonies», offre maintenant un «bénédictin laïc» du genre de ce qu'un bourgeois repu pourrait réciter à table pour remercier avec condescendance «ceux qui ont planté le blé, ceux qui l'ont récolté, ceux qui ont préparé le repas et ceux qui l'ont servi». Ce type qui utilisait le langage du Parlement de sa majesté pour protester contre toute critique à son encontre qui pouvait parvenir aux oreilles de la base de l'organisation en qualifiant cela de «manquement à la diplomatie» quand il était dans notre organisation, fait maintenant



Le site web de Logan

grand cas, sur son site web, des «influences anglicanes et presbytériennes dans mon enfance». Un colonel Blimp [un officier colonialiste réactionnaire de bande dessinée] sadique transformé en missionnaire de «tous les enfants de dieu»: dire que ce morveux est un malade est un euphémisme.

Dis-moi qui tu fréquentes...

Un des premiers signes que quelque chose n'allait pas avec Logan, c'est quand il a commencé à écrire des documents argumentant que des bandes de guérilleros armés suffisaient pour créer un Etat ouvrier n'importe où, allant presque même jusqu'à dire qu'on pouvait construire un Etat ouvrier dans une seule grotte. Cette théorie particulière a beaucoup en commun avec les idées de Pol Pot. Et avec le recul, on peut voir comment il partageait sa vision monstrueusement déformée du marxisme, ressemblant à un culte pervers de la personnalité, dans ses «méthodes» de direction. L'autre partie de l'équation, c'est que quand on cherche à savoir ce qui fait courir la BT, il y a le journal *Revolutionary History* de Al Richardson, un anticommuniste enragé inspiré par les «traditions démocratiques» du travailisme parlementaire, et qui était cul et chemise avec les BT à «Marxism».

Voilà les fréquentations politiques logiques de la BT. Le deuxième tract que la BT a distribué à «Marxism» («Compare and Contrast – ICL vs. IBT on Stalinism & Soviet Defensism» [Comparez et voyez la différence – La LCI contre l'IBT sur le stalinisme et la défense de l'URSS]) était un échantillon parfait de l'antisoviétisme de la BT. Ils dénoncent notre appel «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan» qui luttait contre les réactionnaires islamistes soutenus par la CIA, et affirment que notre déclaration de soutien militaire aux staliniens du Kremlin s'ils étaient intervenus en Pologne en 1981 contre Solidarność, mouvement antisémite et réactionnaire-clérical, était «une distorsion stalinophile perverse de la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers bureaucratisés».

Avec des positions pareilles, l'accusation de la BT prétendant que nous avons «flanché» sur la défense de l'URSS en ne donnant pas un soutien militaire aux complotiers incapables qui organisèrent le coup d'Etat contre les forces contre-révolutionnaires d'Elsine en 1991, est d'autant plus frappante. Le coup d'Etat de la «bande des huit» ne s'est pas attaqué à Eltsine, que ce soit militairement ou autrement,

pour la bonne raison qu'ils étaient, tout autant qu'Eltsine, déterminés à restaurer le capitalisme. Simplement ils n'avaient pas le soutien de l'impérialisme US. En fait, pour la BT qui a soutenu la « bande des huit » après coup, c'était un moyen commode de se débarrasser de la défense de l'URSS, qu'ils n'invoquaient d'ailleurs que pour la forme, en déclarant que la bataille contre la restauration capitaliste était désormais perdue. Par contre, la LCI a distribué des dizaines de milliers de tracts en Union soviétique, intitulés « Ouvriers soviétiques : écrasez la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Ce n'est que lorsqu'il fut clair que la classe ouvrière n'allait pas bouger contre Eltsine qui rapidement consolidait un Etat capitaliste, que nous avons accepté que l'URSS avait été définitivement détruite.

Et vous pouvez mettre la main au feu que la BT oublie son soutien militaire à la « bande des huit » lorsqu'elle est en compagnie du SWP qui a qualifié la contre-révolution d'Eltsine, de « raison de se réjouir ». L'intervention d'un membre de la BT à un forum du SWP à « Marxism » sur « La Russie de 1917 et la démocratie soviétique » a été si pusillanime qu'il a été chaudement applaudi par presque toute l'assistance pleine de membres du SWP anticommunistes et capitalistes d'Etat. Et que dire du slogan de la BT disant que les troupes impérialistes doivent « vivre comme des porcs et mourir comme des porcs » ? La BT nous a accusés de « social-patriotisme » parce que nous ne nous sommes pas réjouis de la mort de 240 *marines* américains tués par une voiture piégée au Liban en 1983 dans un attentat non revendiqué censé être un acte d'« anti-impérialisme ». Comme nous l'avons noté à l'époque, la soif de sang de la BT est un moyen de paraître à notre gauche et elle est aussi directement proportionnelle à la distance de là où le sang est versé. A « Marxism » nos camarades ont défié les membres de la BT de mettre en pratique leurs prétendues convictions un peu plus près de chez eux

et d'aller intervenir dans un forum sur l'Irlande du Nord et dire que les troupes britanniques devraient « mourir comme des porcs ». Il n'y a aucun danger qu'ils le fassent ! Au lieu de cela, l'intervenant de la BT a demandé poliment pourquoi la Socialist Alliance, qui n'est guère qu'un groupe électoral paravent pour le SWP, n'appelle pas au retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord. Pourquoi ? Peut-être que cela a à voir avec le fait que le SWP a *soutenu* l'intervention des troupes britanniques en 1969 ? Mais c'est comme ça que la BT procède toujours : elle réserve son fiel aux révolutionnaires et rampe devant les forces réformistes plus importantes qu'elle.

Alors dans la mesure où la BT a un profil politique, c'est en tant que centristes qui utilisent leur anti-spartacisme comme billet d'entrée dans le marais de la social-démocratie. Mais la BT est aussi quelque chose de tout à fait différent. C'est une bande de renégats hargneux « déçus du communisme », qui ne demande qu'à rendre des services à ceux qui voudraient nous détruire. Les mensonges et les calomnies sont leur arme préférée, tout comme ces derniers sont les premiers moyens auxquels recourent les patrons quand ils veulent casser des grèves, ou ceux qui veulent défendre le *statu quo* raciste quand ils cherchent à détruire ceux qui se battent pour la libération des Noirs.

Depuis l'époque de Marx, les marxistes se sont toujours préoccupés de l'hygiène élémentaire dans le mouvement ouvrier. Nous ne savons pas si la BT est simplement motivée par sa malveillance obsessionnelle ou par quelque chose de plus sinistre. Mais en cherchant à détruire le noyau de l'indispensable avant-garde léniniste, ils servent les intérêts de tous les ennemis du prolétariat révolutionnaire. Accuser calomnieusement la LCI d'être des « chauvins » c'est frapper en plein cœur de ce que nous sommes et de ce que nous devons être pour jouer un rôle dans la libération de l'humanité de la tyrannie du capitalisme. ■

Palestine...

Suite de la page 32

gnifiera inévitablement de nouveaux massacres de Palestiniens. Dans le cadre du dernier accord, les Etats-Unis vont littéralement avoir droit de vie et de mort sur les Palestiniens : les soi-disant « assassinats ciblés » de militants palestiniens seront maintenant explicitement approuvés par des conseillers américains !

L'accord pour un retrait israélien partiel de Gaza et de Bethléem est une caricature grotesque de l'accord « Gaza-Jéricho d'abord » qui était la première étape des accords de « paix » d'Oslo en 1993, lesquels avaient abouti à la création de l'Autorité palestinienne. Dans un article intitulé « Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », nous écrivions que cet accord « n'offre pas même l'expression la plus déformée de l'autodétermination », et qu'au contraire « il apposera le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps » (*le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993).

Dix ans plus tard, une bonne partie de la Cisjordanie ressemble à un no-man's land d'immeubles détruits, d'infrastructures en ruine et de villages abandonnés. Toutes les localités d'un peu d'importance sont entourées de points de contrôle de l'armée, de blocs de ciment, de barbelés ou de tranchées. Le nombre de colons, ces ultra-chauvins qui sèment librement la terreur dans les territoires occupés, volent

les terres et terrorisent les Palestiniens, a doublé depuis 1993 et atteint maintenant 400 000, incluant Jérusalem-Est. La Cisjordanie tout entière est parsemée de fortins de l'armée et de colonies fortifiées et est zébrée de « routes de contournement » interdites aux Palestiniens. La défense des Palestiniens doit commencer par l'exigence du **démantèlement immédiat de toutes les fortifications anti-Arabs dans les territoires occupés – les soldats, les colonies et le réseau d'autoroutes d'apartheid.**

Pour ajouter la touche finale à ce qui ressemble davantage à un camp de concentration ou à un ghetto qu'à un Etat, les sionistes construisent autour de la Cisjordanie tout entière un mur de béton équipé de barbelés et de miradors tous les trois cents mètres, mur qui s'ajoute à la clôture électrifiée qui entoure déjà Gaza. D'après un reportage de Jonathan Cook dans l'*International Herald Tribune* (27 mai), Sharon a récemment déclaré que ce mur serait long d'au moins 1 000 kilomètres, près de trois fois la longueur de la « ligne verte », la frontière entre Israël et la Cisjordanie. Pourquoi aussi long ? Cook l'explique :

« Les recherches palestiniennes basées sur les ordres d'expropriation de terres rédigés par l'armée israélienne produisent une carte qui montre, un mur s'insérant en profondeur au cœur de l'Etat palestinien, zigzaguant selon un itinéraire élaboré destiné à placer un grand nombre de colons du « côté israélien » du mur, et minimisant la quantité de territoire laissé aux Palestiniens : Israël prépare aussi un deuxième mur, tout aussi tortueux, près de la frontière Est de la Cisjordanie, qui

volera encore plus de terres aux Palestiniens et n'offrira aucun avantage sur le plan de la sécurité. Une fois le mur terminé, avec un coût de plus de deux milliards de dollars, les Palestiniens vivront dans deux minuscules Etats derrière des clôtures bétonnées et électrifiées, confinés dans leurs principaux centres de population.»

Voilà la «séparation unilatérale» que réclamait le «camp de la paix» sioniste, représenté par des gens comme Yossi Sarid, porte-parole de Meretz.

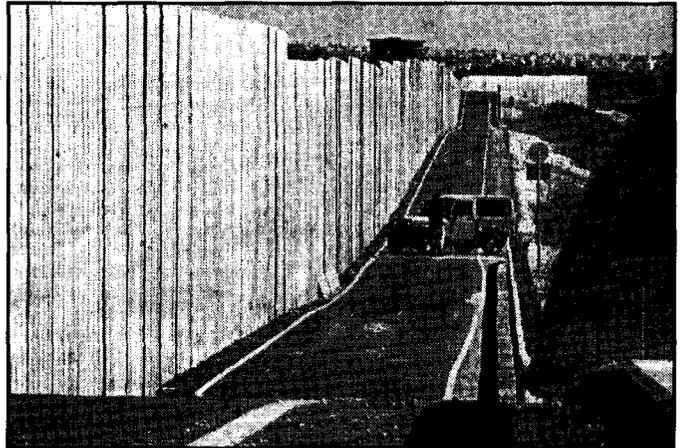
D'après *le Monde diplomatique* (novembre 2002), ce sont 290 000 Palestiniens qui se retrouveront du côté israélien du mur – ainsi que la totalité de Jérusalem-Est et les banlieues alentour. Beaucoup d'entre eux ne pourront pas accéder à leurs champs ou à d'autres moyens de subsistance. Environ 70 000 de ces Palestiniens «n'ont pas officiellement le droit de résidence en Israël» et par conséquent «connaissent une situation d'extrême vulnérabilité et seront sans doute progressivement forcés à émigrer». En fait, l'«Etat» palestinien qui en résultera pourrait bien devenir un dépotoir où Israël expulsera ses «citoyens» palestiniens, qui représentent plus de 20% de la population.

Bush: «Dieu me donne la mission...»

Les accords d'Oslo de 1993, loin de déboucher sur un Etat palestinien indépendant, ont pavé la voie à la paupérisation et à la ghettoïsation actuelles du peuple palestinien. Aujourd'hui, Israël n'envisage même pas de se retirer de la totalité de la Cisjordanie et de Gaza. Après un accord concocté par Clinton en 1998, l'historien Norman G. Finkelstein remarquait très justement: «A part les "extrémistes", plus personne ne parle d'un retrait total. En fait, l'appel à un retrait total est maintenant assimilé à l'appel à zéro retrait, car les experts condamnant les "extrémistes des deux camps".»

Il y a seulement quelques années, les appels à l'expulsion des Palestiniens par la force – sous l'euphémisme de «transfert» – et la désignation de la Cisjordanie par ses noms bibliques de Judée et Samarie étaient uniquement le fait, en public du moins, d'éléments marginaux (comme Sharon) à l'extrême-droite de la société israélienne. Aujourd'hui, ces positions extrêmes sont monnaie courante non seulement dans l'establishment sioniste mais aussi dans des secteurs de l'establishment américain, comme l'indique le fait que le *New York Times* (18 mai) a récemment publié

un important article sur le soutien croissant au «transfert», à Washington. Ces positions témoignent de l'alliance contre nature entre des évangélistes chrétiens et des néo-conservateurs sionistes de poids comme Paul Wolfowitz et Richard Perle. Perle et Wolfowitz ont été des conseillers du prédécesseur de Sharon, Benyamin Netanyahou, lors des élections israéliennes de 1996, où ils lui avaient conseillé d'abandonner Oslo et de faire la guerre aux Palestiniens. Le chef du groupe parlementaire républicain à la Chambre des



crédit

Le mur de séparation près de Kalkyia encercle entièrement cette ville, avec un seul point de sortie contrôlé par les Israéliens.

représentants, Tom DeLay, un évangéliste chrétien, emploie les termes Judée et Samarie quand il parle de la Cisjordanie.

Comme le souligne l'article du *Times*, la base évangéliste chrétienne de l'administration Bush adhère aujourd'hui à la ligne génocide que «la Jordanie est la Palestine» – c'est-à-dire l'expulsion de tous les Palestiniens d'Israël et des territoires occupés. La vision démente de ces fanatiques messianiques est révélée par des déclarations de Bush et de Benyamin Elon, un ministre du cabinet Sharon. D'après Abbas, Bush aurait déclaré à Aqaba: «Dieu m'a dit de frapper Al-Qaïda, et je les ai frappés, et ensuite il m'a donné la mission de frapper Saddam, ce que j'ai fait, et maintenant je suis déterminé à résoudre le problème du Moyen-Orient. Si vous m'aidez j'agirai, et sinon, les élections arriveront et je devrai me concentrer là-dessus» (*Ha'aretz*, 24 juin). Elon tempête: «Les chrétiens avec la direction de Bush, et les Juifs avec l'existence de l'Etat d'Israël, ont une occasion à saisir de faire clairement comprendre au monde islamique que nous avons le pouvoir, et que nous sommes ici.» L'article du *Times* raconte que quand Elon a fait son discours devant la Christian Coalition aux Etats-Unis, «il a été acclamé par des milliers d'évangélistes chrétiens brandissant des drapeaux israéliens quand il a appelé à «réinstaller» les Palestiniens en Jordanie.»

L'accusation de «Juif qui a la haine de soi», que les sionistes lancent rituellement aux Juifs antisionistes, s'applique en réalité aux sionistes: dans leurs efforts pour poursuivre l'expansionnisme israélien, ils s'acoquent avec les pires ennemis des Juifs. Parlant d'Elon, le *Times* écrit: «La bible, dit-il, est le point de rencontre entre chrétiens et Juifs; leur débat commence seulement avec le Nouveau Testament» – pas de problème si les «alliés du Nouveau Testament» d'Elon accusent les Juifs d'avoir crucifié Jésus! En fait, les

Le Bolchévik
n° 162,
hiver 2002-2003

0,80 €
(32 pages)

Commande :
L. B.
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

LE BOLCHEVIK

Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !
Défense de l'Irak
contre l'attaque impérialiste !

Une perspective marxiste
sur le Proche-Orient

intégristes chrétiens soutiennent le pouvoir juif en Israël seulement parce que, dans leur mythologie, il annonce le «second avènement» du Christ – après quoi les Juifs (et les autres infidèles) iront en enfer !

Pour une révolution ouvrière arabo-hébraïque !

Le sentiment de frustration et de désespoir quant aux perspectives d'une libération nationale palestinienne parmi beaucoup de ceux qui se solidarisent avec la cause palestinienne était manifeste à la conférence internationale d'Al-Awda (la Coalition pour le droit au retour des Palestiniens) qui s'est tenue à Toronto le week-end des 20-22 juin. Un certain nombre de participants appartenaient au Mouvement international de solidarité, dont les activistes risquent courageusement leur vie en se tenant aux côtés des Palestiniens assiégés contre les soldats et les colons israéliens dans les territoires occupés. Un journaliste de *Workers Vanguard* présent à cette conférence observait, à propos d'une grande partie des participants : «Ils pensent que l'OLP a totalement trahi la cause palestinienne en abandonnant le droit au retour pour les réfugiés et en acceptant l'existence d'un Etat sioniste exclusionniste. Ils perdent aussi espoir face à la montée des forces intégristes comme le Hamas et le Djihad islamique, et s'opposent, au moins formellement, au racisme anti-Juifs.»

Il y avait dans cette conférence une hostilité générale envers les régimes bourgeois arabes. Une session était consacrée à la situation des réfugiés palestiniens au Liban, en Jordanie et en Syrie, tandis que l'appel à la conférence sur le site web d'Al-Awda abordait aussi la question du traitement des Palestiniens dans l'Irak occupé par les Etats-Unis : «Des milliers de Palestiniens vivant à Bagdad et dans d'autres villes irakiennes ont été harcelés et chassés de leurs maisons et appartements par des forces soutenues et financées par les occupants. Pendant ce temps, un groupe de responsables libanais a pris la tête d'une campagne pour retirer la nationalité libanaise à des milliers de réfugiés palestiniens naturalisés, les privant ainsi des droits civiques et sociaux de base.»

Dans la session sur «OLP: passé, présent et avenir», différents orateurs essayèrent d'identifier le moment où l'OLP a mal tourné. Un orateur identifiait les accords d'Oslo de 1993 comme la trahison clé de l'OLP. Un autre est allé plus loin, en insistant sur l'acceptation par l'OLP de l'idée d'un «mini-



Nikola Solic/Reuters

L'Autorité palestinienne sert d'auxiliaire de police aux sionistes dans les territoires occupés.

Etat» palestinien dans les années 1970. Un autre encore s'est focalisé sur 1970, quand l'OLP refusa de se battre pour renverser le régime du roi Hussein de Jordanie, qui massacra plus de 10 000 combattants de l'OLP au cours du tristement célèbre massacre de «Septembre noir»: «Avoir des discussions avec le roi Hussein en le qualifiant de "frère arabe" était une trahison de tout ce que nous défendons [...]. Il n'y a pas qu'Israël qui a utilisé des bombes au phosphore contre nous, le roi Hussein l'a fait aussi.»

(Un orateur raconta l'histoire suivante, qui exprime le dégoût qu'inspire la direction actuelle de l'OLP: un bain public module ses tarifs en fonction de la quantité de savon dont les clients vont avoir besoin. Sharon arrive et demande «Combien?» «100 shékels», répond l'employé. «Vous êtes assez gros, et je ne suis même pas sûr que nous avons assez de savon.» Arrive ensuite Abou Mazen, qui demande du savon. «Pour vous, 200 shékels», dit l'employé. «Quoi? Sharon a payé seulement 100 shékels et il est bien plus gros que moi», dit Abou Mazen. L'employé répond: «Oui, mais vous êtes beaucoup plus sale.»)

Un orateur de la session sur l'OLP déclara: «Quand vous arrêtez de représenter votre peuple et votre programme de libération nationale, alors il ne reste plus grand-chose de l'OLP.» Mais le programme nationaliste petit-bourgeois de l'OLP, même dans ses variantes de gauche défendues par le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), n'a jamais représenté les aspirations des masses palestiniennes, mais au contraire celles de ceux qui aspiraient à devenir la bourgeoisie palestinienne. En 1970, le dirigeant du FDLP Nayef Hawatmeh déclarait: «Nous voulons construire un Etat démocratique et socialiste où Israéliens et Arabes jouiront des mêmes droits; un Etat où il n'y aura aucune forme d'oppression; un Etat, finalement, où le pouvoir, et tout le pouvoir, sera exercé par les soviets d'ouvriers et de paysans» (*Documents of the Palestinian Resistance Movement* [Documents du mouvement de résistance palestinien], Pathfinder Press, 1971). Mais malgré ce genre de rhétorique de gauche, en pratique le FDLP est resté enchaîné à la perspective du nationalisme arabe, et n'a jamais rompu avec le principal courant nationaliste, représenté par le Fatah d'Ararat.



Troupes US et des alliés hors du Proche-Orient maintenant ! Pas d'illusions dans l'ONU ! A bas l'occupation coloniale de l'Irak !

Déclaration de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

En arabe, 0,20 € (9 pages)
Commande à l'adresse du Bolchéviek

Même après avoir dénoncé les accords d'Oslo, le FDLP (ainsi que le FPLP) s'est réconcilié avec l'Autorité palestinienne et est resté dans l'OLP.

Comme tous les nationalismes, le nationalisme arabe prêche l'unité des opprimés et des exploités avec « leurs » exploités et aspirants exploités. Dans cette optique, on cherche les alliés du peuple palestinien dans sa lutte de libération non parmi les prolétariats de la région – y compris la classe ouvrière de langue hébraïque en Israël –, mais au contraire parmi les dirigeants arabes. Même les plus militants des nationalistes palestiniens ont compris qu'ils n'avaient pas la puissance nécessaire pour vaincre militairement l'Etat sioniste. Au lieu de cela, la stratégie de « lutte armée » suivie par l'OLP dans les années 1960 et 1970 visait à faire pression sur les régimes arabes pour qu'ils se rallient à la cause de l'« unité arabe » contre Israël. C'est pourquoi l'OLP s'était engagé à la « non-ingérence » dans les Etats arabes, y compris en Jordanie, qui comptait une majorité de Palestiniens et où l'OLP avait sa base principale.

Ceci a finalement fait place à des appels directs aux impérialistes, essentiellement à l'impérialisme américain, en particulier après la destruction de l'URSS. Avec l'écroulement contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, l'OLP était privée d'un soutien diplomatique et financier crucial, ce qui a pavé la voie aux infâmes accords de « paix » d'Oslo, sous la houlette des Etats-Unis, qui faisaient de l'OLP les auxiliaires de police des sionistes dans les territoires occupés.

C'est cette trahison qui a pavé la voie à la montée des intégristes islamiques comme le Hamas et le Djihad islamique, de méprisables fanatiques antisémites et anti-chrétiens qui cherchent à réduire les femmes en esclavage et à extirper toute manifestation de progrès social. Dans un atelier sur les femmes palestiniennes relégué à la fin de la conférence, une oratrice souligna le contraste entre la situation actuelle des femmes dans les territoires occupés et celle qui avait suivi le déclenchement en 1987 de la première intifada, qui avait propulsé les femmes dans la lutte et avait donné naissance à une pléthore d'organisations de femmes qui remettaient en cause les valeurs traditionnelles. Mais, expliqua-t-elle, ces espoirs ont été balayés avec les accords d'Oslo.

Pendant la discussion, un camarade de la Ligue trotskyste du Canada exposa notre perspective pour une fédération socialiste du Proche-Orient, la seule voie pour libérer les femmes, le peuple palestinien et les masses opprimées dans toute la région, en insistant sur la nécessité de faire éclater le monolithe sioniste suivant des lignes de fracture de classe. En



Lior Mizrahi/Baubau

15 mai : des travailleurs de l'industrie aéronautique israélienne manifestent à Jérusalem contre l'austérité gouvernementale.

réponse, un des animateurs du débat déclara que la lutte de classes en Israël était un mythe, et affirma que tous les Israéliens bénéficient de l'oppression des Palestiniens.

La vision d'Israël comme une société homogène de colons prédateurs a été démentie par la grève, au printemps dernier, de 700 000 travailleurs du secteur public israélien contre les mesures d'austérité gouvernementales, grève qui paralysa le pays pendant plusieurs jours. Ces mesures d'austérité sont, pour une large part, la contrepartie des énormes dépenses engagées pour maintenir les colonies et l'occupation militaire. Ainsi, à un niveau purement économique (et seulement à ce niveau), cette grève remettait en cause la volonté israélienne de réprimer militairement les Palestiniens des territoires occupés.

Alors que de nombreux orateurs, pendant la conférence, avançaient la vision d'un Etat démocratique et laïque où Palestiniens et Juifs israéliens pourraient vivre ensemble, pas un seul orateur n'avança un programme permettant d'atteindre cet objectif. La raison est simple. Ils rejettent le seul programme *réaliste* pour la libération sociale et nationale au Proche-Orient : la mobilisation du prolétariat sur la base de l'internationalisme prolétarien, pour balayer tous les régimes capitalistes oppressifs dans la région.

Arracher le prolétariat hébreu au chauvinisme sioniste sera une tâche difficile et ardue, qui nécessitera probablement la victoire de la révolution socialiste dans un autre Etat du Proche-Orient. Mais si la classe ouvrière hébraïque doit lutter pour sa libération de l'exploitation capitaliste, elle doit prendre fait et cause pour les droits nationaux du peuple palestinien. Réciproquement, les masses laborieuses arabes ne seront gagnées à une perspective de révolution prolétarienne que si elles rompent avec le nationalisme arabe et l'antisémitisme. Et ceci n'arrivera pas si le prolétariat arabe ne défend pas le droit du peuple de langue hébraïque – ainsi que des Kurdes et d'autres peuples – à une existence nationale.

La tragique situation actuelle montre qu'il n'y a pas de voie facile pour la libération du peuple palestinien – y compris le droit des réfugiés à retourner dans leur pays d'origine –, qui nécessitera de renverser non seulement l'Etat sioniste mais aussi les régimes bourgeois en Jordanie, en Syrie et au Liban. Cette perspective nécessite de forger des partis révolutionnaires marxistes trempés par la lutte la plus intransigeante non seulement contre la réaction intégriste mais aussi contre les versions les plus laïques ou « progressistes » du nationalisme. Il n'y a pas d'autre voie. ■



Le Bolchévik

Manifestation contre la guerre en Irak le 15 février à Paris

Israël et colons, hors des territoires occupés ! Défense du peuple palestinien !

Nous reproduisons ci-après la traduction d'un article daté du 30 juin de nos camarades américains, publié dans leur journal *Workers Vanguard* (n°806). C'est le devoir urgent du prolétariat internationalement de se mobiliser en défense des Palestiniens. Cela veut dire s'opposer aux appels criminels du Parti communiste français (PCF) à sa propre bourgeoisie et à l'Union européenne pour s'impliquer davantage au Proche-Orient : « Marie-George Buffet s'adresse directement à Jacques Chirac pour demander que la France prenne des initiatives au niveau qu'exige la gravité de la situation » (*l'Humanité*, 27 août). Exactement comme le prédisait cet article, la « feuille de route » inspirée par les USA et soutenue par le PCF, Chirac et l'Union européenne, et dont on dit maintenant qu'elle est pratiquement morte et enterrée, n'a apporté qu'un nouveau cycle de répression sanglante contre les Palestiniens. La « séparation » raciste des Palestiniens derrière un énorme mur qui empiète sur les territoires occupés se poursuit rapidement. En guise de représailles pour les « assassinats ciblés » d'activistes palestiniens par les forces spéciales israéliennes, des attentats-suicide tuent des civils palestiniens et poussent encore plus la population de langue hébraïque derrière ses dirigeants sionistes meurtriers.

* * *

30 juin – Suite à un accord de « cessez-le-feu » conclu sous les auspices de Washington avec trois groupes palestiniens, Israël a commencé à retirer ses troupes de quelques secteurs de la bande de Gaza. Mais quand Israël et ses parrains américains parlent de « paix », on peut être sûr qu'il va y avoir un nouveau massacre de Palestiniens. Alors que l'Autorité palestinienne a accepté d'organiser des patrouilles conjointes avec l'armée israélienne, le Premier ministre israélien Ariel Sharon exige rien moins qu'une guerre civile contre ceux qui s'opposent à l'occupation sioniste – « une guerre générale, permanente menée par le nouveau gouvernement palestinien », ce sont ses paroles.

Le 4 juin, le président Bush, lors d'une rencontre avec Sharon et le Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas (Abou Mazen) à Aqaba, en Jordanie, a présenté sa « feuille de route » pour la création (hypothétique) d'un ersatz d'« Etat » palestinien dans les (une partie des) territoires occupés. Cette annonce a été suivie par une série d'attaques militaires israéliennes, dont des tirs de missiles dans la ville de Gaza, une zone à forte densité de population, provoquant la mort de 24 Palestiniens en une seule semaine. Ces crimes sionistes, qui visaient prétendument à prévenir des attaques terroristes en assassinant des militants du Hamas, avaient en fait pour but de provoquer de nouveaux attentats-suicide. Les intégristes islamiques du Hamas ont réagi en tuant



Abed Omar Gusini/Reuters

Fin août : le camp de réfugiés de Balata près de Naplouse en Cisjordanie est occupé par l'armée israélienne.

pendant cette même semaine sanglante 21 Israéliens, pour la plupart des civils criminellement fauchés pour le simple fait d'être israéliens.

C'est une provocation sioniste similaire qui, à l'automne 2000, avait déclenché le cycle actuel de terreur israélienne et de résistance palestinienne, quand Sharon avait marché dans le lieu saint musulman d'Al-Aqsa, à Jérusalem, avec plus d'un millier de soldats lourdement armés. Quand le président américain Clinton rencontra Yasser Arafat en novembre 2000, Israël réagit par un attentat à la bombe contre un activiste de l'organisation d'Arafat, le Fatah – tuant également plusieurs passants. De même, l'annonce par Colin Powell, en juin 2001, d'une initiative de « paix » fut saluée par un tir de missile israélien en Cisjordanie. Quand Arafat décréta un cessez-le-feu en décembre 2001, Israël réagit là encore en assassinant un dirigeant du Fatah, déclenchant ainsi la plus importante vague d'attentats-suicide à ce jour. A la suite de quoi, en mars 2002, les soldats sionistes réoccupèrent des territoires palestiniens dans toute la Cisjordanie, et les occupent toujours aujourd'hui.

Pendant toute cette campagne sioniste de massacres de Palestiniens, Israël a été soutenu sans réserve par les impérialistes américains – Démocrates et Républicains –, à coups d'armes et de milliards de dollars au comptant. Quand Bush eut quelques mots un peu critiques à l'encontre de Sharon après une attaque menée par des hélicoptères de combat, ceci provoqua une levée de boucliers tant des Démocrates libéraux que de la droite républicaine.

La réaffirmation récente de la puissance américaine au Proche-Orient après l'invasion et l'occupation de l'Irak si-

Suite page 28